



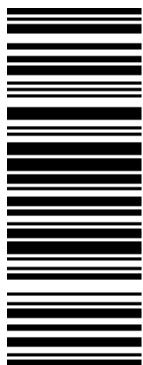
REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Pas d'issue sans gouvernement ouvrier



- Arrêt de la barbarie sioniste ! p. 2
Après les élections législatives des 30 juin et 7 juillet p. 3
Le programme du Nouveau Front populaire p. 7
Des « trotskystes » dans un front populaire ? p. 10
La campagne législative de LO p. 11
Le congrès national du SNESup-FSU p. 14
Libération immédiate des militants kanaks ! p. 17
Où va le NPA-R ? p. 18
Les élections législatives en Grande-Bretagne p. 21
Argentine : les bureaucrates contre la grève générale p. 23
Le premier Front populaire 1935-1938 p. 25
ABC du marxisme : racisme p. 28



2273-8762



Palestine : arrêt de la barbarie sioniste !

Israël est présenté comme une victime du terrorisme tant par Macron & Attal que par Le Pen & Bardella. En fait, Israël est un État raciste basé sur la colonisation, qui terrorise depuis 1948 le peuple palestinien, qui pratique l'apartheid dans ses frontières, qui mène des opérations terroristes chez ses voisins, qui torture ses milliers d'otages.

Depuis le 7 octobre 2023, l'armée israélienne a piloté deux attentats en Iran, a bombardé des sites en Syrie et frappe constamment le sud du Liban. Elle y emploie du phosphore blanc.

Dans la bande de Gaza, Israël mène un véritable génocide. Par air, par mer et au sol, l'armée israélienne dévaste systématiquement la bande de Gaza : elle y anéantit sciemment les infrastructures, les habitations, les hôpitaux, les écoles, les mosquées et même les cimetières. Dans ce territoire étroit où sont enfermées quelque 2,4 millions de personnes avec la complicité de l'Égypte, il y a désormais 1,9 million de personnes déplacées selon l'ONU, dont certaines ont fui 10 fois.

Pour dissimuler à l'opinion mondiale les faits, « *Les autorités israéliennes interdisent toujours l'entrée de la presse internationale dans l'enclave* ». (*Le Monde*, 16 juillet). Les journalistes palestiniens présents sont systématiquement ciblés par l'armée sioniste. Elle en a tué 108 (*Le Monde*, 25 juin). Israël a bombardé 190 installations de l'UNWRA, l'agence de l'ONU qui aide les Palestiniens à se nourrir, à se soigner et s'instruire. Elle a tué 197 de ses salariés à ce jour. Elle entrave l'aide alimentaire.

À la date du 15 juillet, au moins 38 664 Palestiniens ont été tués et 89 097 blessés dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre. D'après un journal médical renommé, il faut compter 4 fois plus de décès (« *Counting the dead in Gaza: difficult but essential* », *The Lancet*, 16 juin).

Rien que le 16 juillet, l'armée israélienne a bombardé un rondpoint de Beit Lahia (Nord), l'école Al-Razi de l'UNWRA à Nousseirat (Centre), 23 morts, une station-service d'Al-Mawasi à l'ouest de Khan Younès, 17 morts.

En Cisjordanie et à Jérusalem, avec l'appui de l'armée, les colons fascistes et racistes poursuivent la colonisation inhérente au sionisme, détruisent le cheptel, les cultures, s'emparent des terres et terrorisent la population arabe. L'armée vise en particulier les camps de réfugiés. À la date du 8 juillet, avec les colons, elle avait tué 553 Palestiniens depuis le 7 octobre, dont 131 enfants.

Israël détient dans ses prisons, fermées à toute visite de la Croix-Rouge, environ 10 000 otages palestiniens, la plupart sans procès, tous soumis systématiquement à

des conditions de détention avilissantes, beaucoup à des tortures que la presse (israélienne et internationale) a fait connaître.

Pendant ce temps, le gouvernement français continue, dans le « cadre des affaires courantes », à fournir des armes à l'État terroriste.

Le chef de l'État a rappelé les priorités de la France qui consistent en la libération de tous les otages, la mise en place d'un cessez-le-feu immédiat et durable et la relance des efforts de paix pour la mise en oeuvre de la solution à deux États. (Macron, 11 juillet)

Le RN (un parti fondé par des antisémites auxiliaires du régime nazi et par d'anciens terroristes de l'OAS) ne met pas en question la fourniture d'armes et soutient résolument la colonisation.

J'épouse la position historique de la France qui est celle de reconnaître deux États. Mais reconnaître aujourd'hui un État palestinien reviendrait à légitimer le Hamas... (Bardella, *Entrevue à BFMTV*, 28 mai)

Le Nouveau Front populaire veut suspendre la livraison d'armes. Pour le reste, il converge avec Macron.

Agir pour la libération des otages détenus depuis les massacres terroristes du Hamas... Reconnaître immédiatement l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël sur la base des résolutions de l'ONU. (NFP, *Contrat de législation*, 13 juin)

Le PS, le PCF et LFI, suivis par LO, se soumettent à l'ONU, à leur propre bourgeoisie impérialiste, pour accepter la colonisation de la Palestine, entériner le découpage de la Palestine en deux bantoustans démilitarisés et un État colonial surarmé.

Dans la filiation de la 4^e Internationale des années 1930 et de la LCR palestinienne des années 1940, les communistes internationalistes condamnent la colonisation et la partition de la Palestine. Comme le FDLP, le FPLP et l'OSI-Matzpen des années 1970, ils se prononcent pour le démantèlement de l'État sioniste, pour une seule Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque.

À bas Macron-Attal, non à Le Pen-Bardella ! Blocage par le mouvement ouvrier des livraisons de carburant et d'armes à Israël ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Libération de Georges Abdallah ! Cessez le feu immédiat ! Retrait des troupes sionistes de la bande de Gaza et de Cisjordanie ! Droit au retour des réfugiés ! Libération de tous les otages palestiniens prisonniers d'Israël ! Gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Fédération socialiste du Proche-Orient !

17 juillet 2024

Après le premier tour : ni gouvernement des racistes, ni gouvernement d'alliance avec Macron !

Le 30 juin, la participation au premier tour des élections législatives a augmenté : 66,7 % contre 47,5 % en 2022, mais environ 3 millions de travailleurs de ce pays sont privés du droit de vote, car étrangers.

Le parti fascisant RN et la fraction Ciotti de LR, rassemblent 10,6 millions de voix, 33,2 % des inscrits. Le RN en avait obtenu 4,2 millions en 2022. L'alliance macroniste Ensemble ne récolte plus que 21,6 % des voix au lieu de 26,2 % en 2022. Quant à ce qu'il reste des LR, c'est la poursuite de la chute avec 7,2 % des voix contre 10,4 % en 2022.

Le Nouveau Front populaire, conclu à la hâte entre des partis bourgeois (PP et EELV) et des partis issus du mouvement ouvrier (PS, PCF, LFI) sur un programme qui se garde bien d'attaquer réellement le capitalisme passe de 5,8 millions de voix en 2022 à 9 millions de voix, mais il est loin de pouvoir prétendre avec 28,1 % à la majorité de députés le 7 juillet.

Dans le monde entier, le capitalisme pourrissant nourrit la réaction, la désignation d'une minorité comme bouc émissaire. Il tend à appauvrir et précariser non seulement les prolétaires, mais aussi à menacer de déclasser des couches entières des travailleurs indépendants des villes et des campagnes.

Pour s'y opposer, les masses n'ont pas eu de perspective crédible pour s'attaquer au capitalisme. Au gouvernement, les partis « socialiste » ou « communiste » se sont mis au service du capitalisme français, de la minorité exploiteuse, sous Hollande, Jospin et Mitterrand. En plus, en 2002, en 2017 et en 2022, les partis réformistes avaient appelé à voter pour Chirac puis pour Macron, ce qui a accredité l'idée que le FN-RN était la seule opposition.

Quant aux bureaucraties syndicales, non seulement elles ont aussi appelé à voter Macron, mais ont accepté le « dialogue social » avec lui, c'est-à-dire de discuter de ses contreréformes. Puis l'Intersyndicale a empêché la grève générale en 2023 lors de la mobilisation en défense des retraites, conduisant à la défaite. C'est cela qui pousse de larges masses soit dans la démoralisation, soit dans les bras d'un parti fascisant, déversoir de toutes les frustrations accumulées, dirigeant le mécontentement contre les travailleurs étrangers.

D'un côté, le RN, qui s'était déjà opposé à la hausse du smic, abandonne à grande vitesse tous les hochets qu'il avait brandis pour attraper les gogos, comme le retour à la retraite à 60 ans ou l'augmentation du pouvoir d'achat. Propulsé depuis des années par une poignée de capitalistes comme Bolloré, il négocie en coulisses depuis plusieurs mois avec les représentants du grand capital tout entier. Ciotti s'y emploie. Par contre, le FN-RN fait

plus que jamais campagne sur le racisme, pour diviser la classe ouvrière, pour en terroriser une partie.

Quel que soit le résultat, le RN se démènera pour la démission de Macron. Même sans majorité absolue à l'Assemblée nationale, il peut chercher à gouverner tout de suite en débauchant d'autres LR.

De l'autre côté, le président, le principal parti écologiste, les partis réformistes et les principales centrales syndicales (CFDT, CGT) ont pris l'initiative de constituer un « front républicain » contre le RN et de tenter demain de former une majorité de gouvernement alliant les macronistes, une partie de LR, EELV, le PS, en écartant LFI.

La remise en selle de Hollande comme la suspension du décret durcissant les règles de l'assurance chômage sont là pour faciliter cette manœuvre. Dès le soir du 1^{er} tour, tous les dirigeants du NFP ont appelé au front républicain et aux désistements pour les partis bourgeois « démocratiques » (dont Borne ou Darmanin !). Au bout du compte, le NFP aura retiré 123 de ses candidats au profit des macronistes ou de LR.

Ruffin vient de quitter LFI. Macron, Attal, Bertrand, Tondelier, avec le renfort de Hollande et de Roussel, préparent un gouvernement du « front républicain » sans RN, ni LFI. Inviabile à court terme, il ne ferait que faciliter la démagogie de Bardella et Le Pen.

La classe ouvrière est donc à nouveau totalement piégée dans le cadre électoral du second tour. Elle ne peut accepter de faire les frais ni d'un gouvernement fascisant de la famille Le Pen, ni d'un gouvernement de front républicain avec Macron.

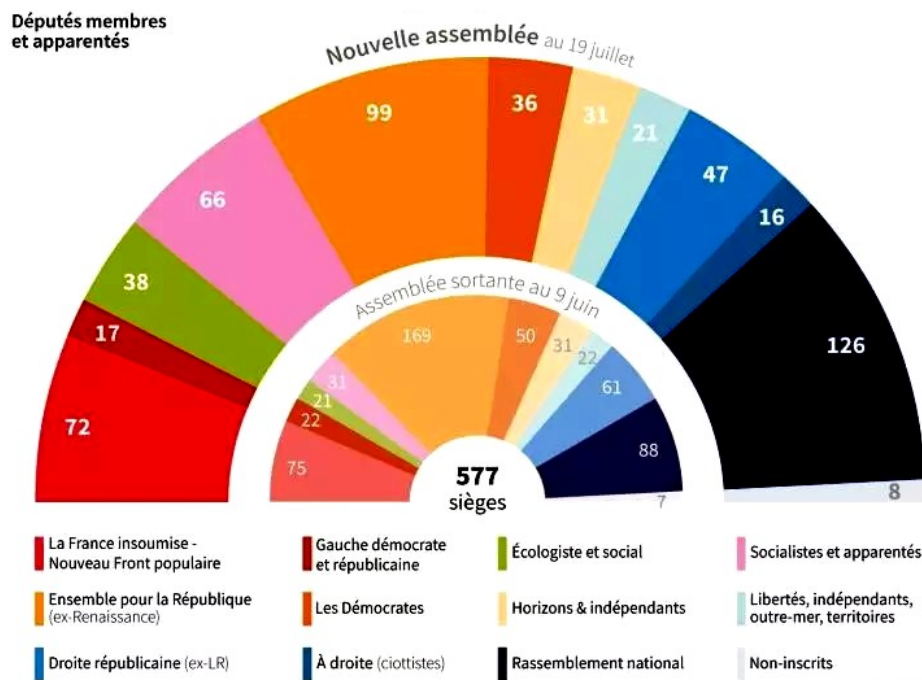
Place au front unique de toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, de toutes les organisations d'opprimés contre Macron et Le Pen : Pas une voix pour les partis bourgeois ! Mobilisation contre les partis racistes (RN, Reconquête) et les groupes fascistes ! Création de comités d'action dans les entreprises et les administrations, les lieux de formation et d'habitation ! Coordination et centralisation des comités d'action !

Pour un programme d'action du prolétariat : Abrogation de tous les lois et décrets réactionnaires de Macron ! Indexation des salaires sur l'inflation et suppression des taxes sur la consommation populaire ! Expropriation des groupes capitalistes ! Licenciement des corps de répression et de l'armée de métier, armement du peuple ! Libre circulation des réfugiés, étudiants et des travailleurs ! Suppression de la présidence et du Sénat ! Indépendance de la Kanaky ! Gouvernement ouvrier, États-Unis socialistes d'Europe !

3 juillet 2024

Groupe marxiste internationaliste

Second tour : tout gouvernement avec des partis bourgeois se retournera contre la classe ouvrière



L'apprenti sorcier

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, Macron avait fait le pari de retrouver des marges de manœuvre parlementaires, en souhaitant « une clarification ». Il voulait contenir la poussée du RN qui s'était exprimée aux élections européennes, profiter de l'explosion de la Nupes pour tracer une fausse symétrie entre RN et LFI, qualifiée « d'extrémiste et d'antisémite », et redonner plus de poids à l'alliance autour du parti macroniste pour se mettre à l'abri d'une motion de censure au moment du vote du budget 2025 de l'État et de la Sécu (obligatoirement votés par l'AN).

C'est un échec. La Nupes a ressuscité en NFP en quelques jours, bricolant un « contrat de législature », reprenant quelques revendications mais se gardant bien de s'attaquer réellement au capital. D'ailleurs, le NFP entend ménager, voire renforcer, l'appareil répressif de l'État bourgeois.

Le 7 juillet, la participation a atteint 66,6 % au 2^e tour, bien supérieure à 2022 où elle n'était que de 53,8 %. Le nombre de voix obtenues est à relativiser du fait des nombreux « retraits républicains » et aussi des élus du premier tour. Certes, le RN est loin de la majorité, les retraits et désistements du front républicain ayant joué, mais il progresse et devient le premier parti en termes de voix et de députés. Le NFP, à la surprise générale, arrive en tête du nombre de députés élus. Le RN et alliés obtiennent 10 millions de voix (8,7 + 1,3) et 142 députés ; le NFP 7 millions de voix et 193 députés (142 pour la Nupes en 2022) ; Ensemble (Renaissance et ses alliés) 6,5 millions de voix et 166 députés (il dégringole de 84).

Il faut au minimum 15 députés pour constituer un groupe, sans quoi on est marginalisé dans l'AN. Le 18 juillet, 11 groupes ont été déposés, un record.

Pour les groupes constitués par les partis réformistes :

- LFI compte 72 députés (75 en 2022)
- le PS compte 66 députés (31 en 2022)
- le groupe autour du PCF, la Gauche démocratique et républicaine, compte 17 députés (22 en 2022)

Pour les groupes des partis de la bourgeoisie :

- le RN a 126 députés (89 en 2022) et il est flanqué du groupe À droite constitué par Ciotti avec 16 députés.
- Ensemble pour la république (Renaissance) a 99 députés (172 en 2022), présidé désormais par Attal qui prend ses distances avec Macron.
- Les Démocrates (MODEM) ont 36 députés (48 en 2022).
- Horizons et indépendants a 31 députés (30 en 2022).
- Droite républicaine (LR) a 47 députés (63 en 2022), effectif désormais insuffisant pour pouvoir déposer seul une motion de censure.
- Écologistes et social (EELV) a 38 députés (23 en 2022) dont Ruffin, Autin, Corbière, Simonnet et Davi venant de LFI.
- LIOT a 21 députés (22 en 2022)

Restent 8 députés non-inscrits.

La situation est inextricable et la majorité introuvable car aucun parti ni aucune alliance ne parviennent à franchir le seuil de la majorité absolue de 289 députés,

ni même à s'en approcher. Et l'Assemblée, selon la constitution, ne peut pas être dissoute avant un an.

Faits et méfaits du front républicain

Le NFP s'est fait gloire d'avoir mis en oeuvre sans faillir le front républicain pour barrer la route au RN, appelant ainsi à voter sans sourciller aussi bien pour Borne que pour Darmanin, tandis que plusieurs dirigeants LR ou d'Ensemble excluaient LFI de tout report de voix. À l'issue du 1^{er} tour, le RN et ses alliés avaient déjà fait élire 39 députés et étaient en tête dans 258 circonscriptions pour le second tour. D'une part, les désistements « républicains » ont réduit le nombre de triangulaires de 306 à 89. D'autre part, dans le cadre du front républicain, les reports de voix ont assez largement fonctionné.

C'est un front républicain à géométrie variable car les reports de voix ont été plus massifs du NFP vers LR ou Ensemble que l'inverse, ce qui a au bout du compte minoré les résultats du NFP, notamment ceux de LFI, et permis à LR et à Ensemble de limiter la casse en sauvegardant un certain nombre de sièges. Une aide miraculeuse : « *nous avons frôlé la disparition* », dira (le 12 juillet) Attal qui va prendre la présidence des députés macronistes. Cela ressort clairement de l'analyse des résultats. Ainsi le RN a perdu 90 de ses duels sur 150 face au NFP, soit 60 %, mais 111 sur 132 face à la coalition présidentielle (84 %) et 39 sur 45 face à LR canal historique (87 %).

Si de nombreux travailleurs ont refusé de voter pour tout candidat bourgeois, une partie importante des électeurs des partis ouvriers parlementaires (LFI, PS, PCF) a par contre voté pour des candidats bourgeois « de gauche » ou « républicains » pour empêcher le RN d'arriver au pouvoir, malgré les déboires et désillusions qui ont suivi les appels à voter Chirac en 2002 pour s'opposer à Le Pen père, et à voter Macron en 2017 et 2022 pour s'opposer à Le Pen fille.

Sans doute l'ont-ils fait avec moins d'illusions que précédemment, mais ils l'ont fait car aucune perspective ouvrière indépendante n'était ouverte pour s'opposer au RN sur un terrain de classe. En effet, non seulement le programme du NFP est respectueux du capitalisme, mais il laisse croire que c'est dans le cadre des élections que la classe ouvrière peut faire aboutir ses revendications. Et très logiquement, sur le terrain électoral, le NFP s'est transformé avant tout en front républicain.

Le parti fascisant est le premier en voix

Le front républicain est donc parvenu à limiter la progression du RN, mais l'échec du RN à atteindre ou approcher une majorité absolue doit être relativisé :

- le RN et à droite (la clique Ciotti de LR) ont réuni près de 10 millions de voix lors d'un second tour

des législatives, après 10,6 millions au premier tour.

- 157 de ses candidats ont perdu en faisant plus de 40 % au deuxième tour, 76 d'entre eux ont fait plus de 45 %.
- le RN est le groupe qui progresse le plus par rapport à 2022 et sera le premier groupe de l'Assemblée.
- le RN a fait élire 80 de ses députés sortants (sur 89) et avait fait élire 39 députés dès le premier tour.
- le RN a réussi à débaucher le président de LR et dispose désormais d'un groupe d'alliés à l'Assemblée.
- le RN va bénéficier d'un financement public très important, de l'ordre de 20 millions d'euros par an.

La quadrature du cercle

Le NFP arrivant en tête, mais n'ayant qu'une petite majorité relative (193) loin de la majorité absolue (289), Mélenchon, Faure, Roussel et Tondelier revendiquent que le premier ministre soit issu de leurs rangs et qu'il applique le programme du NFP, ou au moins que celui-ci serve de base aux discussions ! Les dirigeants du NFP se récrient, Macron doit nommer premier ministre l'un des leurs, « *il doit respecter son devoir de républicain* », martèle Faure (*Le Monde*, 11 juillet).

Toutefois, prévient déjà Larcher (président LR du Sénat), « *si le premier ministre appartient au NFP,*

« Plus de la moitié des ouvriers votent pour le RN. » (Pascal Pieri, LC)

Le RN repose avant tout sur des petits patrons, des travailleurs indépendants et des corps de répression (policiers, militaires). Il siphonne les votes des électeurs populaires qui votaient autrefois LR.

Mais 11,1 % des étrangers vivant en France sont « ouvriers » (selon le classement de l'INSEE) sans droit de vote, 9 % des « ouvriers » qui peuvent voter ne sont pas inscrits, 46 % des « ouvriers » inscrits se sont abstenus, 57 % des « ouvriers » qui votent ont déposé un bulletin RN. Ce qui donne : $88,9 \% \times 91 \% \times 54 \% \times 57 \% = 24,9 \%$ de votants RN.

Évidemment, un quart, c'est encore beaucoup trop, mais rien à voir avec le matraquage quotidien qui décrit une classe ouvrière (réduite aux « ouvriers » de l'INSEE) amoureuse de Bardella. Ce score baisse quand on intègre les autres catégories qui forment le prolétariat : « employés », la majorité écrasante des « professions intermédiaires » et même une minorité des salariés classés comme « cadres ». Et il faut encore le relativiser par la différence entre le vote des campagnes et des métropoles où se déroulent et se dérouleront les batailles décisives.

nous nous mettrons en travers » (*Le Monde*, 11 juillet). Ainsi, dès son premier pas, n'importe quel premier ministre issu du NFP est assuré d'avoir une motion de censure votée par LR, Ensemble et le RN pour le renverser. Et la proposition d'une « marche populaire » à Matignon faite par Quatennens (LFI) pour demander à Macron de désigner un membre du NFP comme premier ministre, tout comme l'initiative de la fédération CGT des cheminots, soutenue par la CGT, de manifester le 18 juillet « vers » l'Assemblée nationale et les préfectures pour demander « *le respect des urnes* » et la constitution d'un gouvernement du NFP n'y changent rien. D'ailleurs ces manifestations ont été squelettiques.

Car « *le respect des urnes* » aboutira au bout du compte à ce qu'une majorité de députés élus tout à fait régulièrement censure le gouvernement du NFP. Contrairement à ce que prétendent les dirigeants du NFP, il lui sera impossible de rassembler autour des mesures « *prioritaires* » comme l'abrogation de la loi retraite, la hausse du SMIC, le retrait de la réforme de l'assurance chômage des « *majorités de projet* » avec les députés LR ou Ensemble de bonne volonté, raisonnables ou ayant entendu le message des électeurs. Il ne s'agit pas de bons sentiments, mais de lutte des classes. La bourgeoisie n'a pas besoin du front populaire à cette étape et elle n'en veut pas. Pour tenter de sortir de l'impasse, Macron tente de mettre sur pied un gouvernement de front républicain, excluant le RN et LFI :

Je demande à l'ensemble des forces politiques se reconnaissant dans les institutions républicaines, l'État de droit, le parlementarisme, une orientation européenne et la défense de l'indépendance française, d'engager un dialogue sincère et loyal pour bâtir une majorité solide, nécessairement plurielle. (Macron, *Lettre aux Français*, 10 juillet)

Effectivement, la seule possibilité arithmétique viable pour assurer une majorité absolue et donc éviter une motion de censure serait une alliance du PS avec LR (ou au moins une partie de LR), Ensemble, les Écologistes. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. D'audacieux architectes se lancent dans cette entreprise hasardeuse.

Le groupe Horizons a validé une idée, celle d'un accord très temporaire qui pourrait aller jusqu'à l'année prochaine... afin de permettre un gouvernement le plus large possible, qui partirait des LR pour aller jusqu'aux sociaux-démocrates... voire on peut avoir des discussions avec le Parti communiste et les Écologistes. Je lance cet appel, car il y a des menaces qui pèsent sur notre pays... J'en appelle directement d'ailleurs... au président Hollande, qui est député depuis lundi. (Marcangeli, Horizons, 10 juillet)

Mais ce bel échafaudage impliquerait que le PS, le PCF et accessoirement les Écologistes rompent le NFP et

abandonnent LFI en rase campagne. Difficile pour eux d'endosser ouvertement les habits du traître, à fortiori pour voler au secours d'un Macron affaibli. Sauf à réussir à faire porter la responsabilité de la rupture à LFI, après avoir constaté l'impossibilité d'un gouvernement NFP. Et cela impliquerait aussi que LR se prête à la manoeuvre. Tout cela fait beaucoup de conditions. C'est cela qui explique que le NFP ne parvient toujours pas à désigner un candidat premier ministre et non des enjeux de pouvoir entre le PS et LFI.

Il n'y a donc pas de solution gouvernementale stable, même pour durer ne serait-ce qu'un an, en attendant une autre dissolution. D'autant qu'il faudra, à l'automne, quand même voter les budgets 2025 de l'État et de la Sécu, d'une manière ou d'une autre, alors que la dette publique pose problème.

Le 18 juillet, en profitant de l'incapacité du NFP à proposer une candidate au poste de premier ministre, Macron réussit avec la complicité de la Droite républicaine-LR, à faire réélire Braun-Pivet (Ensemble pour la république) à la présidence de l'Assemblée.

Quelle perspective pour la classe ouvrière ?

Le soulagement éprouvé par une grande partie des travailleurs et des jeunes d'avoir écarté le danger de l'arrivée au pouvoir du RN risque d'être de courte durée. D'abord l'instabilité et la « tambouille » ne peuvent que renforcer le RN. Ensuite, même si Le Pen a décidé de mettre le cap sur la prochaine élection présidentielle, on ne peut écarter que, lassée par ce nouvel échec électoral relatif, une partie du RN ne pousse les feux du fascisme (antiparlementarisme, violence) dans une situation où le parlementarisme est paralysé.

Tout dépendra de la réaction de la classe ouvrière, une fois le brouillard des élections dissipé. Tout gouvernement d'alliance avec des partis bourgeois, qu'il s'agisse d'un gouvernement du NFP ou d'un gouvernement de front républicain ou d'urgence nationale, avec Macron pour président de surcroît, ne peut que gouverner au compte de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Il faut aider celle-ci à s'extraire des illusions parlementaristes que LFI, le PS et le PCF s'emploient à alimenter, à se dégager des journées d'action et manifestations en soutien aux députés du NFP que les bureaucrates syndicaux commencent déjà à mettre en place.

Seul le front unique ouvrier, la mobilisation pour les revendications des travailleurs, des étudiants et des opprimés, pour l'auto-organisation, pour l'autodéfense, pour préparer la grève générale contre tout gouvernement de front républicain avec Macron, pour un gouvernement ouvrier, peuvent ouvrir une perspective politique à la classe ouvrière.

20 juillet 2024

Le programme du NFP

La nouvelle entente électorale interclassiste NFP proclamée dans la précipitation

Le 9 juin, à part dans quelques grandes villes, le FN-RN triomphe, ce qui soulève l'inquiétude d'une grande partie des travailleurs et des étudiants. Mais ni le PS, ni le PCF, ni LFI ne les appellent à se mobiliser, à s'organiser dans les entreprises, les administrations, les quartiers, les lieux de formation pour empêcher le parti raciste de nuire.

Le social-chauvinisme et l'opportunisme ont le même contenu politique : la collaboration des classes, le reniement de la dictature du prolétariat, la renonciation aux actions révolutionnaires, la servilité devant la légalité bourgeoise, le manque de confiance dans le prolétariat, la confiance dans la bourgeoisie. (Vladimir Lénine, « L'opportunisme et la faillite de la 2^e Internationale », décembre 1915, *Oeuvres* t. 21, Progrès, p. 460)

Le soir des élections « européennes », le président dissout l'Assemblée nationale et convoque des législatives anticipées le 30 juin et le 7 juillet, persuadé après la campagne des européennes que les partis de la NUPES continueraient à se disputer. Ainsi, Macron retrouverait une majorité. Raté !

Tous s'accordent pour gérer loyalement le capitalisme et empêcher la révolution. Le lendemain de la dissolution, déjouant le calcul du président, les partis « réformistes » (PS, LFI, PCF...) flanqués de formations politiques bourgeoises (EELV, PP, MRC, LRDG, L'Engagement, REV, GE, GRS, ND, MDP...) annoncent aux médias une nouvelle coalition électorale, le Nouveau Front populaire. Ils mesurent le risque de s'opposer dans un scrutin majoritaire à deux tours.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, qui avait dit un mois plus tôt sur Sud Radio qu'il n'y aurait plus d'alliance avec Jean-Luc Mélenchon, tend la main à ses anciens partenaires [de la NUPES]. L'urgence est de sauver les sièges à l'Assemblée nationale. (*Le Monde*, 22 juin 2024)

Fébrilement, durant 48 heures, PP et EELV négocient avec le PS, le PCF et LFI, d'une part les candidatures, de l'autre le programme. Le 13 juin, les états-majors rendent publics la répartition des circonscriptions et le « contrat de législation ».

En tout cas, les candidats du NFP y piochent ce que leurs interlocuteurs veulent entendre. Comme l'ont prouvé les expériences du Cartel des gauches (1924), du premier Front populaire (1935), du CNR (1943), de l'Union de la gauche (1972), etc. il ne faut pas prendre trop au sérieux les programmes communs des coalitions entre partis ouvriers réformistes et partis bour-

geois « démocratiques » ou « républicains ». Ils mélangent toujours quelques promesses aux travailleurs (indispensables pour obtenir leurs voix) et des signaux envoyés à la classe dominante (les capitalistes, les hauts fonctionnaires, l'état-major...) pour la rassurer. En pratique, quand les coalitions accèdent au gouvernement, la gestion loyale du capitalisme fixe des limites étroites aux « réformes » qui sont concédées à la classe ouvrière.

Un fourretout de promesses aux travailleurs

Le bloc EELV-PP-PS-PCF-LFI s'engage, dès les premiers jours de coexistence avec Macron, à « bloquer les prix des biens de première nécessité », « abroger immédiatement les décrets d'application de la réforme d'Emmanuel Macron passant l'âge de départ à la retraite à 64 ans », à augmenter « le SMIC à 1 600 euros net », « de 10 % le point d'indice des fonctionnaires », « les indemnités des stagiaires, le salaire des apprentis et des alternants »...

Ensuite, avant l'automne, au cours de deux « sessions extraordinaires de l'Assemblée nationale », le NFP prétend « indexer les salaires sur l'inflation », « abolir Parcoursup », mettre en place « le repas à 1 euro dans les Crous », « investir dans l'éducation nationale », « assurer l'isolation complète des logements », « accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu », « rétablir l'ISF »...

Puis il faudrait attendre trois mois ou plus de coexistence avec Macron pour « indexer le montant des retraites sur l'inflation », « arrêter le service national universel », « abroger les lois asile et immigration de Macron », assurer le « rattrapage de postes manquants de fonctionnaires », « des tarifs accessibles sur les transports en commun », fournir « 500 000 places en crèche », « 200 000 logements publics par an ».

Si un gouvernement du NFP commence à satisfaire ces revendications, le capital y mettra vite un coup d'arrêt. Effacer la lutte des classes d'un programme et des discours électoraux est une chose, l'effacer de la réalité en est une autre. Il est probable qu'un éventuel gouvernement NFP trouverait de multiples excuses pour ne pas réaliser totalement le volet des promesses sociales.

Si des « actes de rupture » améliorent la situation des travailleurs, ils se heurteront fatalement à la résistance de la bourgeoisie. Comment la briser ? Sans mobilisation des travailleurs des grandes entreprises, des banques et des services des impôts, les capitalistes et les riches bénéficieront toujours des « niches fiscales », frauderont à plus grande échelle et se réfugieront plus que jamais dans les « paradis fiscaux ».

Le NFP pense noyer le problème avec des mesures de conciliation entre les classes.

L'exutoire des concertations sociales et de la cogestion

D'où un déferlement

- de retouches à l'État bourgeois : « convocation d'une assemblée constituante », « instaurer le référendum d'initiative citoyenne et renforcer le référendum d'initiative partagée » (les référendums font déjà partie de la 5^e République gaulliste), « revitaliser le parlement » (pourquoi ne pas abolir le Sénat ?), « abolir la monarchie présidentielle dans la pratique des institutions » (pourquoi ne pas abolir tout simplement la présidence ?) ;
- de vœux pieux vis-à-vis de l'Union européenne : « instaurer un protectionnisme écologique et social aux frontières de l'Europe » (qui s'inscrit dans la montée internationale du protectionnisme qui est l'autre face de la montée des tensions inter impérialistes et du militarisme), « proposer une réforme de la politique agricole commune » (elle est revue tous les 7 ans !), « refuser les contraintes austéritaires du pacte budgétaire » (Macron lui-même ne les a pas respectées !), « annuler l'accord avec le Canada » et « renoncer à l'accord avec le Mercosur » (sans différence avec le RN) ;
- d'alignements sur l'ONU : « agir pour la libération des otages détenus depuis les massacres terroristes du Hamas », « reconnaître l'État de Palestine sur la base des résolutions de l'ONU » ;
- de renforcement de la cogestion : « faire des salariés de véritables acteurs de la vie économique, en leur réservant au moins un tiers des sièges dans les conseils d'administration » (en fait « de salariés », il s'agira de postes supplémentaires -bien rémunérés- pour les bureaucrates syndicaux) ;
- de « concertations », de « négociations » et de « consultations », tout à fait dans la continuité de Macron : « faire une loi de programmation de la recherche plus ambitieuse » (en appliquant les mesures de Sarkozy et de Macron ?), « mission de dialogue » envoyée par Macron et Darmanin en Nouvelle-Calédonie pour « renouer avec... l'esprit des accords de Matignon et de Nouméa », « conférence de sauvetage de l'hôpital public », « conférence sociale sur les salaires », « plan de lutte contre les discriminations », « plan interministériel de lutte contre l'antisémitisme », « congrès général des territoires éloignés et insulaires », « états généraux sur les libertés publiques », « conférence nationale sur le travail et la pénibilité ».

Cela ne suffira évidemment pas à empêcher les travailleurs et les opprimés de lutter pour défendre leurs intérêts, pour exiger la satisfaction de leurs revendications.

Le NFP annonce déjà à la classe dominante de quel côté pencherait alors son gouvernement.

Les gages déjà donnés à la réaction

Le NFP ménage le grand capital. Aucune nationalisation n'est envisagée :

- « créer un pôle public bancaire » veut dire un simple rapprochement de la Caisse des dépôts et consignations et de la BPI déjà existantes; à côté du « pôle », subsisteraient les banques, les assurances et d'autres groupes privés de la finance.
- rien sur les réseaux capitalistes des EHPAD dont tout le monde sait désormais comment ils traitent les personnes âgées pour maximiser leur profit.
- quant à « créer un pôle public du médicament », c'est clairement ne pas nationaliser les groupes capitalistes du médicament.
- « conditionner l'ouverture des cliniques privées » veut dire en clair qu'il pourrait s'en ouvrir encore de nouvelles, que les anciennes ne seraient même pas soumises aux dites « obligations » demandées aux nouvelles, bref qu'il y aura toujours des groupes capitalistes, de plus en plus gros, qui feront du profit sur la santé et sur la vieillesse.
- « conditionner les aides aux entreprises au respect de critères » veut dire que l'État, les collectivités territoriales continueraient à subventionner les entreprises capitalistes avec 2 000 dispositifs publics (157 milliards d'euros en 2019, avant la pandémie).

La mainmise d'Israël sur la plus grande partie de la Palestine serait entérinée par « la France »: le Front populaire accepte la partition de la Palestine et dit seulement soutenir la création d'un État palestinien à ses côtés, sous forme de deux bantoustans séparés et désarmés. En cela, il prolonge Macron et converge avec la quasi-totalité des partis bourgeois.

L'État français resterait dans l'OTAN. En cela, le NFP converge avec la majorité des partis bourgeois.

La Kanaky resterait colonisée. Les accords de Matignon et Nouméa ont permis à Mitterrand et Rocard, puis à Jospin et Chirac, après avoir écrasé de manière sanglante la résistance kanake, de maintenir l'archipel au sein de l'État impérialiste français au prix de quelques concessions aux chefs tribaux (masculins par définition) et aux capitalistes mélanésiens. Le NFP ne condamne pas la « brutalisation » de l'envoi de milliers de militaires et de gendarmes, du GIGN et du RAID. En fait, le NFP partage le but de sa bourgeoisie, conserver sa colonie. En cela, il converge avec la totalité des partis bourgeois.

La laïcité resterait bafouée :

- « refuser les financements publics pour la construction de nouveaux édifices religieux » signifie que le financement public (à la charge des communes

pour l'essentiel) serait maintenu pour l'entretien des anciens édifices ;

- vu le mutisme du programme, le clergé (catholique, protestant et israélite) de l'est de la France (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle) resterait entretenu par l'État ;
- « moduler les dotations des établissements scolaires, y compris privés » veut bien dire que l'État, les régions, les départements et les communes continueraient de financer à hauteur de plus de 10 milliards d'euros par an les « établissements privés », autrement dit une institution réactionnaire pluriséculaire, l'Église catholique, pour lui livrer 2 millions de jeunes (97 % de l'effectif du « privé sous contrat ») ;
- le silence du programme sur les « établissements privés hors contrat », où 80 000 enfants sont livrés à des sectes de toutes sortes est accablant.

L'appareil répressif de l'État bourgeois serait renforcé :

- le « rétablissement de la police de proximité », le « maintien de l'ensemble des gendarmeries », l'« augmentation des effectifs de police judiciaire, du renseignement » annoncent un accroissement des forces d'espionnage et de répression, un surcroît du fardeau fiscal sur les prolétaires qui en supportent l'essentiel.
- cela est confirmé par le silence total du programme sur l'armée, sur la croissance de son budget et de son effectif sous Macron.

L'État policier et le militarisme du NFP convergent avec les partis bourgeois. Le PCF et le PS se sont d'ailleurs affichés, comme EELV, LR et le RN, à la manifestation des policiers de 2021 appelée par des organisations professionnelles fascistes.

Un programme trompeur qui annonce la trahison

Un éventuel gouvernement NFP serait soumis aux pressions des « partenaires de la France » (au premier chef, les États bourgeois américain et allemand), au chantage des « marchés » (le capital mondial de la finance), aux exigences de la bourgeoisie nationale (grands patrons, hauts fonctionnaires, état-major), au déchainement des forces politiques réactionnaires (LR de tout poil, RN, Reconquête, « identitaires »...). Il n'est pas difficile de deviner, à la lumière des expériences antérieures, en France (« pause des réformes » en 1937, « bataille de la production » en 1945, « tournant de la rigueur » en 1983...) comme ailleurs (Russie 1917, Allemagne 1928-1930, Espagne 1936-1939, Chili 1970-1973, etc.) le choix que fera un gouvernement de collaboration de classe.

La tâche centrale de la 4^e Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son

déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. L'accusation capitale que la 4^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie. (4^e Internationale, Programme, 1938, GMI, p. 28)

Le programme d'un tel bloc est forcément compatible avec le capitalisme. En cas d'accession au gouvernement, les promesses aux travailleurs seront oubliées ou remises en cause. La trahison du PS, du PCF et de LFI nourrirait le RN, voire un parti fasciste qui ne s'arrêtera pas à mi-chemin dans sa volonté de détruire le mouvement ouvrier.

La politique conciliatrice des « fronts populaires » voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. (4^e Internationale, Programme, 1938, GMI, p. 7)

Face à l'impasse chauvine du PCF et de LFI (protectionnisme, défense de la nation...) ralliés par le NPA-A, le POI, la JG, la GR, l'UCL mais aussi à l'économisme impuissant de LO, du NPA-R, de RP, etc. (« lutter », « lutter »), il faut ouvrir une alternative politique, la perspective immédiate de la solidarité avec nos camarades de travail ou d'études étrangers ou issus de l'immigration, des comités d'action et du gouvernement des travailleurs, des États-Unis socialistes d'Europe.

Aux mots d'ordre de désespoir national et de folie nationale, il faut opposer les mots d'ordre qui proposent une solution internationale. (Lev Trotsky, « Le tournant de l'IC et la situation en Allemagne », 26 septembre 1930, Contre le fascisme, Syllepse, p. 130)

Assez de tractations sur le poste de premier ministre, assez de blocs avec les bourgeois, assez de concessions aux patrons et aux généraux !

Place au front unique de toutes les organisations ouvrières contre Macron et Le Pen : Pas une voix pour les partis bourgeois, ni au premier, ni au second tour ! Mobilisation contre les partis racistes (RN, Reconquête) et les groupes fascistes ! Place aux comités d'action dans les entreprises et les administrations, les lieux de formation et d'habitation ! Coordination et centralisation des comités d'action !

Pour un programme d'action du prolétariat : Annulation de tous les lois et décrets réactionnaires de Macron, expropriation des groupes capitalistes, licenciement des corps de répression et de l'armée de métier, armement du peuple, libre circulation des réfugiés, étudiants et des travailleurs, suppression de la présidence et du Sénat, indépendance de la Kanaky, gouvernement ouvrier, États-Unis socialistes d'Europe !

28 juin 2024

Les ralliés au Nouveau Front populaire

D'après les renégats convertis au populisme à la Mélenchon et au front populisme :

- Le NFP n'est pas une manoeuvre des directions réformistes en collusion avec leurs comparses bourgeois « démocratiques » mais serait le résultat d'une saine aspiration des masses.

Cette force décuplée des masses impose aux partis PS, PCF, EELV de conclure en 24 h avec LFI un accord, de s'entendre sur un programme... de s'entendre pour un candidat unique dans chaque circonscription. (Informations ouvrières, 19 juin 2024)

La pression a contraint les forces centrifuges qui avaient mis sur le devant de la scène politique les divisions de la gauche politique à se réunir. (L'Anticapitaliste, 20 juin 2024)

- Le programme du NFP n'est pas un programme bourgeois rédigé par les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière en collusion avec leurs alliés bourgeois de circonstance, mais il serait dicté par les masses.

Beaucoup de points de ce programme ont été portés par les mouvements de ces derniers mois... (L'Anticapitaliste, 20 juin 2024)

- Le programme du NFP n'est pas un ramassis de promesses mensongères assorties de garanties tangibles à la classe dominante, mais il serait progressiste, il constituerait un pas en avant.

La plupart des mesures qu'il contient ne sont pas contradictoires avec celles du combat pour la révolution, (Claire, 16 juin 2024)

La gauche unie met en avant des mesures d'urgence contre la régression sociale... Ces mesures sont un point d'appui face au déluge d'attaques contre les classes populaires... (L'Anticapitaliste, 27 juin 2024)

- Le programme de replâtrage du capitalisme français ne doit pas être démasqué, il faudrait au contraire soumettre les organisations d'opprimés et les syndicats au NFP.



Ce programme n'est pas encore abouti, il doit être nourri par les forces syndicales et les mouvements sociaux. (L'Anticapitaliste, 20 juin 2024)

- Les urnes vont jouer un rôle déterminant, il faudrait voter pour un bloc électoral des partis réformistes avec les partis bourgeois pour éviter le péril « d'extrême-droite », comme si cette collaboration de classe n'avait pas préparé, depuis 1981, la montée du parti fascisant.

Révolution appelle à battre la droite et l'extrême droite dans les urnes. (Révolution, 18 juin 2024)

Dans l'immédiat, c'est un groupe parlementaire du front populaire qui peut entraver l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement d'extrême-droite en 2024. (L'Anticapitaliste, 20 juin 2024)

La majorité veut reprendre ses affaires en mains et s'organise pour faire élire ceux qui ont promis de prendre des mesures d'urgence pour ce pays. (Informations ouvrières, 27 juin 2024)

- Le NFP n'est pas un instrument de trahison de la classe ouvrière, mais serait une avancée dont l'avenir dépend de ce qu'en feront les masses, il faut simplement le pousser assez fort.

Unité, front populaire, union de la gauche, tous ces débats qui sont sur la table doivent servir à renforcer notre camp. (L'Égalité, 11 juin 2024)

C'est maintenant qu'il est possible de se regrouper, de s'organiser, travailleurs, jeunes, militants, associations, syndicats, partis... (Informations ouvrières, 19 juin 2024)

Gagner nécessite l'action de toutes celles et ceux qui sont attachées à la protection sociale, à la solidarité et à la démocratie. (L'Anticapitaliste, 27 juin 2024)

- Donc, si les choses tournent mal, ce serait la faute des masses qui ne seraient pas assez mobilisées.

Tous ces opportunistes retombent dans le « front populaire de combat », incarné en France en 1935 par la GR du franc-maçon et social-démocrate Marceau Pivert.

Pour un Front populaire de combat. Le Front populaire actuel est un rassemblement des masses contre la menace fasciste. Mais la politique actuelle de ses dirigeants freine les possibilités révolutionnaires. (Marceau Pivert, Plateforme constitutive de la GR du PS-SFIO, octobre 1935)

Tout en multipliant les phrases radicales, Pivert devint membre du gouvernement de Blum en 1936. En 1940, il se rallia piteusement au général de Gaulle.

Les masses, quant à elles, subirent Daladier puis Pétain.

28 juin 2024

La campagne législative de LO

LO a présenté 550 candidatures au premier tour des élections législatives, donc dans quasi toutes les circonscriptions. En avançant quelle analyse de la situation présente ? quel programme ?

LO et la dissolution

L'éditorial de *Lutte ouvrière* du 21 juin commence par un coup de chapeau à la décision de Macron de dissoudre le parlement, comme si c'était là une avancée démocratique et non le fait du prince, un des pouvoirs exorbitants du président dans la Ve République quand son discrédit atteint des sommets. LO distille des illusions sur la possibilité pour les travailleurs d'imposer leur choix dans des élections où une grande partie d'entre eux s'abstient, où une fraction significative n'a pas le droit de voter, où le rouleau compresseur des médias écrase systématiquement toute voix exprimant les intérêts réels de la population laborieuse, au nom du « réalisme », c'est-à-dire de ce qui est tolérable pour le capital.

En décidant la dissolution, Macron a remis entre nos mains la future composition de l'Assemblée nationale. Détesté comme il l'est dans les classes populaires, il peut perdre la majorité au profit du Rassemblement national ou du Nouveau Front populaire. Le jeu est donc ouvert. (Lutte ouvrière n° 2916, 21 juin)

Une lamentable dépolitisation

La profession de foi parle de « droite » et de « gauche », plutôt que de définir en termes de classe d'où viennent ces partis, qui ils représentent.

Chacun prétend que la victoire de ses adversaires plongera l'économie et le pays dans la catastrophe. Mais la catastrophe, les ouvriers, les employés, les travailleurs et les travailleuses précaires la vivent déjà tous les jours... Depuis une semaine, absolument tous les politiciens, Attal compris, disent qu'ils augmenteront notre pouvoir d'achat. Ils mentent comme des arracheurs de dents. (Idem)

Là encore, sans caractériser la nature de classe de ces « chacun » et ces « adversaires », Nathalie Arthaud affirme que la situation ne sera pas pire, aucune raison de s'inquiéter... Elle utilise (3 fois dans l'édito) le terme de « politiciens », participant ainsi à la dépolitisation. Elle colle aux « tous pourris... tous les mêmes » des populistes qui ne dévoilent jamais la nature bourgeoise, pro-capitaliste des organisations et de leur personnel politique.

Pire, LO colle aux expressions les plus arriérées du désarroi politique ou de la banalisation des capacités de nuisances du RN qui tournent en boucle de micros trottoir en réseaux sociaux.

Il y a ceux que l'on a essayés, dont la gauche qui a trahi les intérêts des travailleurs pour servir la grande

bourgeoisie. Et il y a le Rassemblement national. Celui-ci ne s'est pas discrédité car il n'a pas encore été au pouvoir. (Profession de foi)

Ah bon ? Le RN a vraiment la fraîcheur du nouveau-né ? Il ne procède pas de Vichy ? Il n'a pas torturé en Algérie ? Il n'est pas la continuité du FN créé par des collaborationnistes proches de Déat ou Doriot, d'anciens membres de la Waffen SS, d'ex-membres de l'OAS (Organisation Armée Secrète, qui organisa de nombreux attentats en Algérie et en France), néofascistes de toutes variétés, et autres négationnistes ? Il n'administre pas dix villes depuis 2014 ? À Hayange, par exemple, le RN que LO n'a pas encore essayé a privé le Secours populaire de gaz et d'électricité et l'a sommé de quitter les locaux municipaux parce que « *trop politisé et trop pro migrants* ». À l'Assemblée nationale, il n'a pas voté contre l'augmentation du SMIC ? Il n'a pas défendu le permis de tuer des flics ? Il ne s'est pas systématiquement opposé à l'égalité salariale entre hommes et femmes ? Il ne continue pas de désigner « *les étrangers* » comme coupables de tous les maux dont les violences faites aux femmes alors que plus de 90 % des agressions et des meurtres sont commis par les compagnons ou ex compagnons ?

Pourquoi ces silences assourdissants ? Parce que LO considère que les ouvriers votent RN et qu'il lui faut donc marcher sur des oeufs pour ne pas se couper du « *monde du travail* » (encore une expression non marxiste, vaticane et chère aux staliniens). Arthaud néglige le fait que 70 % de la population laborieuse ne vote pas RN...

Je pense que des candidatures ouvrières peuvent attirer tous ceux qui sont écoeurés, j'espère qu'on va arracher un certain nombre de voix au RN. (Nathalie Arthaud, France info, 22 juin)

Ce sauveur suprême a longtemps été cherché à gauche. Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs le voient dans le Rassemblement national. (Éditorial des bulletins d'entreprises, 1^{er} juillet)

L'incapacité à définir une orientation de front ouvrier

La presse de LO se contente d'énoncer que le Nouveau Front populaire est une « *énième version de l'union de la gauche* » (Christian Bernac, *Lutte ouvrière* n° 2916, 21 juin) sans expliquer quelles organisations composent ce front. Elle ne dit jamais à ceux qu'elle influence que c'est une alliance entre des partis issus du mouvement ouvrier et des organisations bourgeoises, le contraire de l'unité de classe dont nous avons besoin pour nous battre contre le capital et son gouvernement. Elle ne prend pas la peine d'analyser son « programme » pour montrer qu'il ne rompt pas, de ce

point de vue non plus, avec la bourgeoisie. Elle ne combat pas la légende qui attribue au Front populaire les acquis arrachés par la grève générale de 1936 et les occupations d'usines.

Et ce n'est pas parce que la gauche a ressuscité le Front populaire en une nuit qu'il faut lui accorder notre confiance : il n'y a aucune raison qu'elle fasse autre chose que ce qu'elle a fait pendant quarante ans. (Profession de foi)

Les dirigeants de LO qui ne sont pas ignorants, qui tirent leur autorité auprès de leur base en invoquant les classiques du marxisme (comme le PCF stalinien de la fin des années 1930 au début des années 1990), se montrent cependant incapables d'en tirer des leçons ou de traduire pour aujourd'hui celles incarnées dans la politique des fondateurs de la 3^e puis de la 4^e Internationale. Elles restent des « idées révolutionnaires » et non un programme, une stratégie, un parti pour l'action émancipatrice.

Les communistes, ceux qui, avec Lénine et Trotsky, étaient restés fidèles aux idées révolutionnaires et se sont retrouvés à la tête de l'Internationale communiste ont su définir une tactique pour surmonter la division de la classe ouvrière. Cette politique dite du front unique ouvrier n'avait rien à voir avec la tactique des « Fronts populaires »... Les partis communistes devaient absolument garder leur indépendance politique, mais en même temps proposer des actions communes et concrètes à l'ensemble des travailleurs pour défendre leurs intérêts et revendications de classe et faire progresser leur conscience. (Christian Bernac, Lutte ouvrière n° 2916, 21 juin)

Alors ? où sont les mots d'ordre d'« actions communes et concrètes » ? où sont les exigences lancées à la face des sociaux-traitres pour rendre manifeste leur capitulation devant la bourgeoisie, un aspect décisif de la politique de front unique toujours absent chez LO ? Il n'y en a pas. Ni dans le journal, ni dans les tracts, ni dans les communiqués, ni dans la profession de foi, ni dans les discours de Mercier et d'Arthaud au cours du meeting parisien du 22 juin (voir *Lutte ouvrière* n° 2917), nulle part la concrétisation de la politique révolutionnaire, comme : Dirigeants des syndicats, sortez du Conseil d'orientation des retraites qui milite pour un nouvel allongement de la durée du travail ! Macron est battu, abrogation immédiate de la contre-réforme des retraites ! de la « loi immigration ! Fermeture des camps de rétention ! PS, PCF, LFI et syndicats qui disent parler en notre nom, prenez position, appelez à manifester pour obtenir satisfaction ! Partout, dans les entreprises, les facs, les quartiers, dans les associations, AG pour s'organiser et décider !

Les adeptes du programme mini-minimum

Si nous ne voulons pas être trompés une fois de plus, nous devons faire entendre nous-mêmes nos revendications. Nous devons exiger que les richesses et les

énormes profits que nous produisons servent à nos salaires, à nos retraites, à nos conditions de vie plutôt qu'à augmenter les fortunes d'une poignée de privilégiés qui ne font rien de leurs dix doigts. Oui, il faut que les travailleurs s'organisent pour formuler ensemble les exigences qui changeraient leur vie. (Lutte ouvrière n° 2916, 21 juin)

Le conditionnel exprime, en français, l'irréel du présent : LO conçoit le communisme comme objectif pour dans mille ans, non comme la seule politique pour en finir avec l'exploitation et l'oppression, aujourd'hui. S'agit-il même du communisme ? L'éditorial se tient plutôt sur « une meilleure répartition des richesses » puisqu'il n'est question nulle part d'exproprier les capitalistes pour pouvoir enfin décider de produire pour la satisfaction des besoins de la population laborieuse et non pour faire du profit. Quant à « s'organiser », LO ne dit mot des AG, des comités à édifier, de l'autodéfense. Les revendications urgentes que les travailleurs « doivent faire entendre » ne sont pas formulées. Ah si, dans la profession de foi déjà citée, il est question de l'échelle mobile des salaires et de « l'annulation des reculs sur la retraite ou l'assurance chômage » pour ajouter en suivant :

À quoi servira le droit de partir à la retraite à 62 ans si l'on meurt à 20 ans dans une nouvelle guerre ? À quoi servira un salaire indexé sur l'inflation si l'on se retrouve sous les bombes ?

Il faut donc expliquer, patiemment, à Arthaud et compagnie, que si le prolétariat se dressait, surmontait les obstacles à sa mobilisation, à sa centralisation et parvenait à arracher l'échelle mobile des salaires, l'abrogation de la contre-réforme des retraites, il ferait reculer la possibilité pour la bourgeoisie française de le soumettre, de l'écraser sous l'uniforme. LO depuis plusieurs mois tremble devant « la guerre qui vient » sans avancer, là encore, le moindre mot d'ordre, le moindre axe de mobilisation contre le militarisme grandissant.

En résumé, le journal vendu avant les élections ne présente ni le programme communiste, ni le parti révolutionnaire, nécessaires pour « changer la vie ». Arthaud considère-t-elle que cela effraierait les électeurs potentiels ?

Des candidat(e)s pour quoi faire ?

On l'a vu, pas pour utiliser la courte campagne électorale et les quelques temps de parole qu'elle ouvre, à proposer aux travailleuses, aux travailleurs une voie pour engager le combat, pour renverser les appareils traitres qui bloquent systématiquement leur lutte. Pas non plus à populariser le programme révolutionnaire, par exemple en exposant ce qu'ont été les gouvernements ouvriers dans l'histoire, de la Commune de Paris ou de la Révolution russe de 1917, comment ils ont réglé en très peu de temps ce que la bourgeoisie ne sera jamais à même de régler. LO a semé à sa manière des illusions sur la démocratie du suffrage universel qui ne l'est pas (pas trace d'ailleurs de la

revendication du droit de vote pour les travailleuses et travailleurs étrangers qui vivent ici).

Alors, il faut mettre sous surveillance tous ces politiciens... S'il n'y avait ne serait-ce qu'un député issu du camp des travailleurs, il se ferait les yeux et les oreilles du monde ouvrier. (Lutte ouvrière n° 2916, 21 juin)

La direction de LO rêvait d'un espion dans le sérail, pas d'un député bolchevik ! Des yeux et des oreilles peut-être, mais on entend mal sa voix et on ne voit pas ses poings. Elle ajoute que le Parlement serait un lieu où on apprend des choses, cachées sinon, où pourraient être votées des avancées sociales...

S'il n'y avait ne serait-ce qu'un seul député LO à l'Assemblée nationale, il serait les yeux et les oreilles des travailleurs et il voterait en faveur de tout ce qui va dans le sens du monde du travail.

Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, dès maintenant !

Les éditoriaux des deux semaines qui précèdent le 1^{er} tour (n° 2916 et 2917) ne mentionnent pas la nécessité de construire le parti ouvrier révolutionnaire. Bernac termine l'article déjà cité en attribuant aux révolutionnaires deux fonctions qui les maintiennent à l'extérieur du mouvement pratique : prévenir et surveiller.

Le rôle des révolutionnaires est dès aujourd'hui de prévenir les travailleurs face aux illusions qu'ils pourraient avoir dans les promesses des uns et des autres. Il sera aussi d'être à leurs côtés pour contrôler, surveiller les faits et gestes du nouveau gouvernement.

LO théorise le fait de ne pas définir d'orientation à proposer à la classe ouvrière. Qu'elle se débrouille. Ce genre de révolutionnaires flottera au fil des événements, donc à la remorque des appareils syndicaux et des partis réformistes qui eux « contrôlent » le prolétariat. Une fois passé le 1^{er} tour et sa campagne électorale, *Lutte ouvrière* (n° 2918) titre enfin sur la nécessité du parti ouvrier, communiste et révolutionnaire. Pour la direction de LO, « *il faut reconstruire un véritable parti ouvrier communiste, révolutionnaire et internationaliste.* » Ce qui signifie qu'il en a existé un. Lequel ? ce serait normal que LO le dise aux travailleurs. Et comment édifier cette organisation ? L'éditorial de Nathalie Arthaud ne l'explique pas. Pourquoi aucune initiative en direction des 350 000 prolétaires qui ont voté LO ? Parce que la direction de cette organisation a l'intention de ne rien changer à ses habitudes, de continuer à faire la modeste tout en regardant avec mépris tous les groupes, organisations, militants, travailleurs et jeunes qu'elle ne pourrait pas mouler dans son ouvriérisme économiste impuissant.

4 juillet 2024



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE
N° 32, N° 22, N° 17 ET N° 33

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol,
français, turc : revolucionpermanente.com

Site de l'EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupermarxiste.info

Site de l'IKC/État espagnol : www.ikcirklo.org

Site d'OR/Argentine : octubre-rojo.org

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski. Honoré avait dessiné pour la CGT, Wolinski pour le PCF, Charb pour la CGT, le PCF et le NPA.

Congrès national du SNESup-FSU

Le Congrès d'étude du SNESup (le principal syndicat des travailleurs de l'université) s'est tenu les 4 et 5 juin 2024 à Poitiers. D'importantes sections n'étaient pas représentées (Montpellier, Grenoble, Strasbourg...). Quatre tendances étaient présentes : Unité & Action, Ecole émancipée, Agir, Pour un syndicalisme de combat (PSC).

<https://psc-snesup.fr/>

La tendance PSC comportait trois délégués. Tous sont intervenus à plusieurs reprises : en début du congrès, lors du débat général, sur le génocide en Palestine, sur la lutte alors en cours en Kanaky et sur les attaques contre la fonction publique (Guerini) et contre la liquidation du service public d'enseignement supérieur et de recherche (« Acte 2 »), des questions qui feront chacune l'objet d'une motion.

La direction nationale du syndicat n'a pas jugé utile de répondre. Pour faire connaître leurs positions, les délégués PSC ont diffusé aux autres délégués du congrès un document présentant les motions déposées. Les délégués PSC ont également distribué la motion Palestine portée par Front unique et adoptée au dernier congrès du SNA-SUB, qui exige l'arrêt de la fabrication et de la livraison

d'armes à Israël, comme le demandent les syndicats palestiniens.

Malgré l'absence de salle attribuée, les délégués PSC ont pu tenir une réunion de tendance ouverte, le premier jour du congrès, à la sortie de laquelle la tendance Agir, aile gauche de l'appareil, a signalé son désaccord sur la rupture avec les conseils d'administration que préconise Pour un syndicalisme de classe.

Le débat général du congrès, le deuxième jour, portait sur les thèmes désignés par la direction (écologie, acte II, service public). Le bureau du congrès tâchait d'empêcher que soient discutés ceux des amendements proposés par des délégués qui ne correspondaient pas à sa position (notamment pour le retrait du projet d'acte II). Les délégués PSC ont pris la parole à plusieurs reprises pour défendre la démocratie dans le congrès, pour voter en faveur de deux amendements proposés par des délégués (sur la possibilité de formes illégales de lutte et sur le retrait de l'acte II), et ils se sont opposés aux textes de la direction. Trois motions ont été présentées :

Motion Palestine rejetée

Depuis 8 mois, plus de 36 000 Palestiniens ont été tués et plus de 82 000 ont été blessés par les bombardements de l'armée israélienne à Gaza. Informé de l'Appel pressant des syndicats palestiniens du 15 octobre, le congrès national d'étude du SNESup-FSU, réuni les 5 et 6 juin 2024, répond positivement à cet appel et en reprend l'ensemble des revendications : « Stop arming Israel ! End all complicity ! ». Il appelle également au retrait des troupes d'Israël de Gaza et de Cisjordanie.

Le congrès national s'adresse à l'ensemble des directions syndicales pour que les organisations syndicales des travailleurs et des étudiants répondent toutes positivement à l'appel des syndicats palestiniens du 15 octobre, rejoignent ladite campagne et forment un front unique sur les revendications définies par les syndicats palestiniens.

Alors qu'Israël intensifie sa campagne militaire, les syndicats palestiniens appellent leurs homologues internationaux et toutes les personnes de conscience à mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes d'Israël, en cessant de toute urgence le commerce d'armes avec Israël, ainsi que tout financement et toute recherche militaire. C'est maintenant qu'il faut agir - des vies palestiniennes sont en jeu.

Cette situation urgente et génocidaire ne peut être évitée que par une augmentation massive de la solidarité mondiale avec le peuple de Palestine et qui peut freiner la machine de guerre israélienne. Nous avons besoin que vous agissiez immédiatement - où que vous soyez dans le monde - pour empêcher l'armement de l'État israélien et des entreprises impliquées dans l'infrastructure du blocus. (Appel des syndicats palestiniens, 7 octobre 2023)

La SNESup-FSU appelle à manifester sous la bannière « Stop arming Israel ! End all complicity », en soutien à toutes les initiatives prises dans le sens du boycott de la fabrication et de la livraison d'armes et de tout combat contre tout soutien logistique et économique du gouvernement français à Israël, notamment pour le retrait des troupes françaises de la région. Il appelle à cesser toute collaboration avec les universités ou les entreprises qui contribuent au développement militaire d'Israël. En France comme dans les autres pays occidentaux, la solidarité avec le peuple palestinien est réprimée : un syndicaliste CGT condamné, des centaines d'étudiants arrêtés, des occupations violemment évacuées par la police dans plusieurs campus.

Le congrès national du SNESup-FSU appelle à défendre les libertés démocratiques, en exigeant dans l'ESR le retrait de la lettre-circulaire Retailleau et de toutes les mesures liberticides ; appelle et organisera avec les étudiants la défense des AG et manifestations de la jeunesse contre la police ; appelle à la fin des poursuites judiciaires, à l'arrêt de la répression contre ceux qui protestent contre le génocide et à l'abrogation du délit d'apologie du terrorisme. Il s'adresse à l'ensemble des directions syndicales pour que toutes les organisations syndicales des travailleurs et des étudiants forment un front unique sur ces revendications.

Poitiers, 4-5 juin

- sur la Palestine au nom de la section de Toulon (20 pour, 24 contre, 10 abstentions)
- sur l'acte II/Guerini au nom de la section de Toulon (11 pour, 30 contre, 14 abstentions)
- sur la Kanaky au nom de la tendance Pour un syndicalisme de combat (9 pour, 27 contre, 16 abstentions).

Des délégués sont spontanément venus discuter avec ceux de PSC en fin de congrès, notamment ceux des colonies françaises (Guadeloupe, Mayotte).

Certains, favorables au contenu des motions, ont trouvé que notre opposition trop franche à l'orientation de la direction syndicale actuelle gênait leur adoption. Il faut répondre sincèrement à cette critique. Ce n'est pas notre détermination qui a empêché que les motions soient adoptées. C'est la politique de la direction du syndicat qui défend son propre impérialisme, participe aux concertations avec le gouvernement Macron-Retailleau et, dans les conseils, à la co-construction des plans et à leur application, qui a empêché le vote majoritaire.

Seules deux lignes sont possibles : celle de l'appareil U&A dont découlent des comportements bureaucratiques ; celle du syndicalisme de combat, favorable à la démocratie dans notre organisation syndicale et toute la fédération.

Les tendances EE et Agir coélaborent les textes avec U&A pour « les pousser à gauche ». Elles ne sont donc que des satellites de la direction. Nous invitons les militants sincères de ces tendances à discuter avec nous. Ceux qui veulent que notre syndicat soit au service des travailleurs et donc démocratique doivent combattre sans concession la direction. L'alternative est de cautionner et donc d'être un rouage de la politique de la direction. Il faut donc poursuivre la discussion à la lumière de l'expérience et construire PSC.

Reste que dans ce congrès particulièrement bureaucratique, notre tendance a été la seule à apparaître en tant que tendance dans ses interventions. Elle aura été la seule avec la section de Toulon à présenter des motions.

Désormais, elle entend se construire comme une fraction lutte de classe intersyndicale qui puisse s'adresser à tous les travailleurs, syndiqués ou non.

Motion enseignement supérieur et recherche rejetée

Le congrès national d'étude du SNESup-FSU réuni les 5 et 6 juin a pris connaissance des attaques contre les travailleurs de l'ESR et de la fonction publique que prépare le gouvernement Macron-Attal-Retailleau.

Le gouvernement appelle partout à la formation d'établissements expérimentaux (EPE, CCT, ComUE expérimentales, etc.) qui transforment les universités, services publics de l'ESR, en de véritables entreprises où la recherche et la formation doivent être rentables et au service du capital. Ces établissements sont les cadres locaux de l'acte II de l'autonomie. L'acte II de l'autonomie, c'est la soumission de la recherche publique et des travailleurs de l'ESR aux exigences du capital. Les organismes de recherche publics devront se transformer en « agences de programme », les laboratoires et leurs personnels devront passer sous la coupe des universités qui ne seront plus régies par les réglementations nationales. Déjà, le gouvernement a envoyé à 9 établissements-pilotes un plan pour expérimenter la liquidation des cadres nationaux statutaires.

Ce plan est l'application pour les travailleurs de l'ESR du projet de loi Guerini de liquidation du statut général de la fonction publique. Pour appliquer jusqu'au bout l'acte II, le gouvernement a besoin de liquider les statuts. Le projet Guerini prévoit : les rémunérations au mérite décidées localement ; les carrières au mérite avec la décentralisation des avancements de grade et des promotions ; de nouveaux modes de recrutement et notamment le développement du recrutement par apprentissage, ce qui mène à la destruction des corps ; le licenciement facilité des agents de la fonction publique.

Le congrès national se prononce pour le retrait intégral des projets Acte II et Guerini, pour l'arrêt des expérimentations (Gillet, Acte II), pour le retrait de tous les projets d'établissements expérimentaux, pour le retour au statut d'université de toutes celles déjà transformées et pour la titularisation de tous les précaires déjà recrutés.

Pour combattre le gouvernement, le congrès national décide de la rupture immédiate de toute concertation avec le gouvernement sur ses plans et appelle nationalement à ne pas participer aux conseils, qui organisent les expérimentations, pour ôter tout moyen à Macron de mettre en place l'acte II ou le projet de liquidation du statut général. Nos dirigeants ne peuvent pas aller discuter, il n'y a rien à négocier sur ces projets.

Le congrès décide enfin d'une campagne nationale auprès des collègues. Il appelle les travailleurs dans l'unité en équipes, laboratoires, services ou lors d'AG, à élire des délégués pour préparer des assises nationales : pour le retrait intégral de l'acte II et du projet de loi Guerini ; pour préparer le combat central contre le gouvernement et la grève totale jusqu'au retrait dirigée par une coordination nationale des délégués élus. Le SNESup-FSU donnera tous les moyens aux sections pour réussir cette campagne.

Le congrès national s'adresse à l'ensemble des directions des syndicats de l'ESR, y compris étudiants, et de la fonction publique pour qu'elle rompent également les concertations à tous les niveaux. Il appelle à la réalisation d'un front unique de ces syndicats sur les mots d'ordre du présent appel et pour la convocation commune des assises nationales.

Motion Kanaky rejetée

Depuis bientôt deux siècles, l'État français s'est emparé d'un territoire éloigné, a asservi par la violence un peuple qui ne lui avait rien demandé. Il y a peu, son Conseil d'État prétendait que les colons doivent avoir les mêmes droits que le peuple autochtone à se prononcer sur l'avenir de la Kanaky (26 décembre 2023). Aujourd'hui, son gouvernement réprime à grande échelle le soulèvement provoqué par la colonisation et son champignon actuel, Macron.

Début mai, le gouvernement Macron-Attal-Darmanin a trouvé une majorité parlementaire pour élargir le corps électoral aux Français arrivés après les accords de Nouméa de 1998. Cette décision, prise à Paris, a mis le feu aux poudres le 13 mai et a fait 7 morts, des dizaines de blessés et de nombreuses arrestations. Le gouvernement a envoyé des troupes et établi l'état d'urgence. Depuis, il réprime à grande échelle avec le soutien de milices colonialistes.

Les travailleurs de France doivent manifester leur solidarité avec ceux de Kanaky et avec le peuple opprimé par leur propre État.

Le mouvement ouvrier français, syndicats et partis, doit se prononcer sans aucune réserve pour le départ des forces de répression coloniales, pour l'indépendance de la Kanaky. C'est le seul internationalisme qui vaille.

Face à la négation du droit à l'indépendance et à la répression, le congrès du SNESup se prononce en urgence pour :
Dehors, la police et l'armée françaises !

Rétablissement des libertés démocratiques, dont le droit de se déplacer et de manifester !

Démantèlement immédiat des bandes armées colonialistes et racistes !

Retrait du projet de loi constitutionnelle française ! Restitution des terres aux Mélanésiens !

Référendum de la population originaire de l'Océanie (Mélanésiens, Polynésiens, métis...) pour décider !

Kanaky démocratique, laïque, avec les mêmes droits pour tous ceux qui veulent y vivre !

Le congrès s'adresse à toutes les organisations syndicales et politiques issues du mouvement ouvrier de France pour qu'elles reprennent ensemble cette position.

Congrès du syndicat FO ESR du Bas-Rhin, 3 juillet

Motion Palestine adoptée

Le congrès départemental FO Enseignement supérieur et recherche 67 condamne l'offensive israélienne dans la bande de Gaza, qui a fait près de 40 000 morts, des dizaines de milliers de blessés et de nombreux disparus, en majorité dans la population civile, qui a détruit la majorité des habitations, des hopitaux, des écoles et des universités. Il réclame un cessez-le-feu immédiat et le retrait des troupes israéliennes de la bande de Gaza et de Cisjordanie.

Il répond à l'appel des syndicats palestiniens du 15 octobre 2023, qui demande au mouvement syndical international d'empêcher la fabrication et l'acheminement d'armes à destination d'Israël:

Alors qu'Israël intensifie sa campagne militaire, les syndicats palestiniens appellent leurs homologues internationaux et toutes les personnes de conscience à mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes d'Israël, en cessant de toute urgence le commerce d'armes avec Israël, ainsi que tout financement et toute recherche militaire. C'est maintenant qu'il faut agir - des vies palestiniennes sont en jeu.

Cette situation urgente et génocidaire ne peut être évitée que par une augmentation massive de la solidarité mondiale avec le peuple de Palestine et qui peut freiner la machine de guerre israélienne. Nous avons besoin que vous agissiez immédiatement -où que vous soyez dans le monde- pour empêcher l'armement de l'État israélien et des entreprises impliquées dans l'infrastructure du blocus.

Le congrès se prononce donc pour l'arrêt immédiat des fournitures d'armes à Israël. Il appelle à cesser toute collaboration académique avec les universités ou les entreprises qui contribuent au développement militaire d'Israël.

Le congrès appelle à défendre les libertés démocratiques, en exigeant dans l'ESR le retrait de la lettre circulaire Retailleau et de toutes les mesures liberticides ; appelle et organisera avec les étudiants la défense des AG et manifestations de la jeunesse ; appelle à la fin des poursuites judiciaires, à l'arrêt de la répression contre ceux qui protestent contre le génocide et à l'arrêt de l'utilisation abusive du délit d'apologie du terrorisme.

Le congrès s'adresse à la direction nationale de FO-ESR pour que notre syndicat national réponde positivement à l'appel des syndicats palestiniens du 15 octobre et reprenne les revendications de cette motion. Notre direction doit s'adresser à l'ensemble des directions syndicales pour que toutes les organisations syndicales des travailleurs et des étudiants forment un front unique sur ces revendications.

votée à l'unanimité moins une abstention

Kanaky : libération immédiate des militants arrêtés et déportés en France !

L'État français entend écraser le mouvement indépendantiste

Le 19 juin, 11 militants indépendantistes de la Cellule de coordination des actions de terrains (CCAT) ont été arrêtés par la police française. Si les barrages et les pillages du mois dernier avaient largement échappé à la CCAT, sa fermeté contre le dégel du corps électoral opéré par Macron, ses appels à poursuivre la mobilisation malgré la mise en pause de la réforme le 13 juin en ont fait la cible prioritaire de la répression. Au-delà de la CCAT, l'État impérialiste veut mettre au pas la résistance nationale kanake. En parallèle, le siège de l'Union calédonienne, la composante du FLNKS qui a lancé la CCAT, et des locaux syndicaux de l'UTSKE étaient perquisitionnés.

Durant les émeutes de mai, consécutives au processus de minorisation électorale des Kanaks, le gouvernement Macron-Attal-Darmanin s'était contenté d'assigner de nombreux responsables indépendantistes à résidence. Maintenant que les législatives occupent la surface médiatique, il passe à la répression policière et judiciaire contre les responsables qui ont osé défier l'impérialisme français, avec le soutien plein et entier des Loyalistes, du RN et des milices de colons tous défenseurs des intérêts du capitalisme français.

Nous sommes favorables au dégel du corps électoral. Le RN est et restera un défenseur de la Nouvelle-Calédonie. L'État doit répondre avec toute la force nécessaire. (Jordan Bardella, CNews, 20 mai 2024)

En réalité, au plus fort de la crise, la répression s'était déjà abattue sur la base : plus de 1 000 arrestations ont eu lieu pour une population d'un peu plus de 270 000 personnes, 3 000 policiers et militaires sont encore déployés et les colonnes de blindés Centaure patrouillent toujours en Kanaky. Outre les troupes, la République coloniale dispose de tout un arsenal juridique lui permettant de suspendre les libertés, notamment l'état d'urgence. Décrété le 15 mai, celui-ci permet au gouvernement, sans décision de justice, l'assignation à résidence et le blocage des réseaux sociaux. Cette mesure date de la présidence Hollande, aujourd'hui candidat du Nouveau Front populaire

Le ministre de l'intérieur peut prendre toute mesure pour assurer l'interruption de tout service de communication au public en ligne provoquant à la commission d'actes de terrorisme ou en faisant l'apologie. (Loi n° 55-385 relative à l'état d'urgence, modifiée en 2015)

L'état d'urgence a été levé le 28 mai mais le couvre-feu et l'interdiction des rassemblements restent de mise pour les Kanaks.

Du côté des miliciens caldoches ou métros qui ont assassiné plusieurs Kanaks, aucune arrestation. L'État colonial ne compte pas s'aliéner ces supplétifs armés tant qu'ils oeuvrent en faveur des intérêts de la bourgeoisie française. La présidente de l'assemblée de la province sud et ancienne secrétaire d'État de Macron-Borne, Sonia Backès, les couvre : « il n'y a pas de milices », dit-elle.

Les arrestations du 19 avaient déjà entraîné un regain de mobilisation sur les barrages, mais la déportation des prévenus en métropole met le feu aux poudres. Christian Tein, le principal animateur de la CCAT, membre de la direction de l'Union calédonienne, est incarcéré à Mulhouse. Brenda Wanabo est envoyée à Dijon, Frédérique Muliava à Riom. Le même procédé avait été utilisé dans les années 1980 par le gouvernement Mitterrand-Chirac pour briser le mouvement kanak.

Éloigner les militants indépendantistes de leur base est une technique éprouvée des colonialistes. Sur les 11 interpellés le 19 juin, 7 sont déjà en métropole d'autres attendent encore d'être fixés sur leur sort. La rapidité du transfert démontre que la présentation des détenus samedi au palais de justice de Nouméa n'était qu'une façade masquant que leur déportation par avion militaire était déjà actée.

Le Nouveau Front populaire contre l'indépendance

Alors que cette répression se déroule en pleine campagne électorale, la question kanake est passée au second plan du calendrier médiatique.

Si Renaissance, le RN et LR font bloc pour réprimer les Kanaks, le NFP s'en tient à la « mission de dialogue » mise en place par Macron en même temps qu'il envoyait des renforts de police et de gendarmerie.

À travers la mission de dialogue, renouer avec la promesse du « destin commun », dans l'esprit des accords de Matignon et de Nouméa et d'impartialité de l'État, en soutenant la recherche d'un projet d'accord global qui engage un véritable processus d'émancipation et de décolonisation. (Programme du Nouveau Front populaire, 13 juin 2024)

Contre les partis bourgeois de tous types et contre le NFP qui ligote le prolétariat à sa bourgeoisie, les organisations ouvrières doivent se prononcer pour :

Indépendance de la Kanaky !

Pour le gouvernement ouvrier et paysan de Kanaky !

Pour les États-Unis socialistes d'Océanie !

25 juin 2024

Le meeting du NPA-R à Nantes, le 5 juin

Environ 100 personnes venues de Nantes et de villes voisines étaient réunies pour ce meeting débutant par la projection des clips de campagne pour les élections au Parlement européen. À la tribune, ont pris successivement la parole :

Ken Armède (ouvrier de Stellantis Poissy, 4^e sur la liste) a parlé des conditions de travail dans l'automobile avec la présentation détaillée d'une lutte à MA France, un sous-traitant de Stellantis menacé de fermeture. Bien qu'il ait conclu sur la nécessité d'unir les travailleurs de l'automobile en France et en Europe, il n'a pas dit un mot sur le rôle des directions syndicales qui dans des grèves du secteur isolent entreprise par entreprise, site par site (comme l'illustre d'ailleurs la grève à MA France), se contentant d'évoquer des erreurs pour expliquer les défaites successives, ni un mot de la nécessité d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

Betty Collober (employée de la CAF nantaise, 19^e sur la liste) a ensuite abordé les attaques contre les services publics. Elle a évoqué la répression envers la jeunesse, sans jamais mentionner l'autodéfense ou le fait que les mouvements de lycéens et d'étudiants étaient maintenus dans l'isolement par les directions des syndicats de travailleurs. Elle défend avec justesse que la classe ouvrière n'a pas disparu, mais se berce d'illusions à la Laguille-Arthaud sur les petits patrons. Quiconque a travaillé pour eux savent que la plupart sont des exploiters féroces (et des électeurs du RN). Elle ne formule qu'un seul mot d'ordre, celui de hausse des budgets, ce qui n'est guère plus que le PS, le PCF ou LFI.

Un infirmier en fin de formation de Nantes a décrit ses conditions d'étude et le manque de moyens attribué à la santé et aux EPAHD. Plein d'illusions, il a déclaré que le mouvement des retraites de 2023, pourtant cadenassé par les directions syndicales et leurs aides de camp, avait fait transpirer Macron. En fait, tant qu'il restait sous le contrôle de l'intersyndicale et de la NUPES, avec l'aide de tous les « révolutionnaires » qui appuyaient les

« journées d'action » et les « casseroles », Macron n'a pas dû avoir trop peur. En tout cas, toute travailleuse et tout travailleur sait qu'il y a eu défaite. Il s'agirait de comprendre pourquoi. C'est à cela que doit servir un parti.

Les participants au meeting n'en apprendront pas plus du dirigeant national. Celui-ci, Damien Scali (syndicaliste à la SNCF à Lille, 3^e sur la liste) a abordé les différents points d'actualité, la Nouvelle-Calédonie (sans se prononcer pour l'indépendance), Gaza (sans se prononcer pour le renversement de l'État colonial et pour une Palestine unifiée, laïque et binationale). Il a rappelé que le capitalisme voulait « la force », et qu'il faudra répondre par « la force » (sans préciser la nature de la force en question). Il a fustigé au passage, à juste titre, le patriotisme économique du PCF et de LFI. Il n'y oppose qu'un brumeux « rapport de forces », sans se prononcer pour les États-Unis socialistes d'Europe. Faute de présenter une stratégie, il a évoqué qu'une explosion sociale pouvait « nous surprendre à tout moment » et que c'est à cette occasion qu'une organisation révolutionnaire se montrera utile d'où la nécessité de « l'implantation d'abord ».

Deux militants de Nantes du Groupe marxiste internationaliste ont pris la parole, dans une atmosphère démocratique. Une partie de la salle a d'ailleurs applaudi. La seule réponse de la tribune, apprise à LO, est qu'il faut « s'implanter » et non brasser « de belles idées ». Le problème est que l'implantation de LO, qui sert de modèle, est à chaque lutte sociale importante, au service de la bureaucratie de la CGT qui la fourvoie et la trahit.

Nous avons vendu *Révolution communiste* à la sortie, avec un certain succès, en rappelant aux militants qui venaient discuter que le Groupe marxiste internationaliste avait demandé à rejoindre le NPA plus d'un an auparavant, sans réponse à cette date.

Correspondants

Intervention sur la Kanaky

En Kanaky, le « grand remplacement » (aussi appelé « politique de peuplement ») qui est organisé depuis des décennies par l'impérialisme français lui permet dorénavant de compter sur une présence caldoche suffisante pour tenter de marginaliser les Kanaks.

La bourgeoisie française souhaite s'assurer la mainmise sur sa colonie tant sur le plan politique, par l'élargissement du corps électoral, que sur le plan économique, en reprenant la main sur la gestion des ressources minières, jusqu'alors compétence de l'île.

La Kanaky en tant que colonie est maintenue par la force dans l'État français que ce soit par son armée ou ses supplétifs caldoches ; les organisations ouvrières de France ont le devoir de réclamer le retrait des forces de répression et de se prononcer pour l'indépendance de la Kanaky.

Le mouvement ouvrier français, syndicats et partis, doit se prononcer sans aucune réserve pour le départ des forces de répression coloniales, pour l'indépendance de la Kanaky. C'est le seul internationalisme qui vaille.

Intervention sur le mouvement ouvrier

La camarade de la CAF a dit qu'il fallait apprendre de toute l'histoire du mouvement ouvrier, y compris de ses erreurs. Mais les défaites du mouvement ouvrier ne viennent pas seulement d'erreurs, même si des erreurs sont commises. Elles proviennent surtout de trahisons.

En 1936, le Front populaire a trahi la grève générale en France et la révolution en Espagne. Il ne s'agissait pas d'erreurs, mais de la trahison des agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, de la trahison des sociaux-démocrates et des stalinien. En 1945, les directions du mouvement ouvrier ont trahi la classe ouvrière qui était mobilisée dans les entreprises, qui s'était armée. Le PCF, le PS, la direction de la CGT ont aidé le général de Gaulle à stabiliser l'État bourgeois, à redémarrer le capitalisme français, à maintenir les colonies. En 2023, le mouvement de défense des retraites a été trahi. L'Intersyndicale et les partis réformistes (PS, PCF, LFI) ont empêché la grève générale, avec les diversions du recours au Conseil constitutionnel, des journées d'action, des grèves reconductibles, des casseroles... Les bureaucraties syndicales ont empêché la grève générale. Actuellement, la classe ouvrière subit le poids de la défaite qu'elle a essuyée, qu'elle paie par le report de l'âge de la retraite à 64 ans.

Pour vaincre, il faut à la classe ouvrière une autre direction, une internationale ouvrière révolutionnaire, un parti dans ce pays qui n'hésite pas à affronter les partis réformistes et les bureaucraties syndicales.

Où va le NPA-R ?

Il n'y a rien de plus important que l'union de tous les marxistes ayant conscience de la profondeur de la crise et de la nécessité de la combattre pour défendre les bases théoriques du marxisme et ses principes fondamentaux, que l'on dénature de toutes parts.
(Lénine, 23 décembre 1910)

2007-2009, le grand bond programmatique en arrière de la LCR

En 2007, la direction de la LCR (Bensaïd, Krivine, Saba-do...) décide de se débarrasser des références au « léninisme » et au « trotskysme », qu'elle juge encombrantes dans le contexte du soi-disant échec du communisme.

Malgré ses ouvertures, aucun courant anarchiste ou écologiste ne rejoint le projet. Par contre, le succès attire deux groupes d'origine pabliste-moréniste RP et SoB (qui viennent de la même pseudo « 4^e Internationale » pabliste mais dont la LIT de Moreno a scissionné en 1979), deux groupes d'origine hardyste CR-L'Étincelle et D&R (exclus de LO mais qui n'ont produit aucun bilan sérieux du hardysme), deux groupes La Commune et CRI-CLAIRE (issus d'une autre pseudo « 4^e Internationale », plus restreinte, la lambertiste). Une certaine démocratie interne en découle.

Les Principes du NPA (une seule voix contre au congrès de fondation) de 2009) citent Jaurès, mettent sur le même plan toutes les luttes, oublient la nécessité de détruire l'État bourgeois et d'instaurer le pouvoir ouvrier. Au sein de « la gauche », l'ennemi absolu est le PS. Le PCF fait partie, lui, de la famille, celle de la « gauche radicale ».

Le but du NPA est de constituer un front « antibéral » et « antimondialisation » avec les stalinien défroqués et les partis bourgeois écologistes.

2009-2023, scission sur scission

Aussitôt fondé, le NPA se heurte au projet concurrent du PdG-LFI lancé par une scission du PS au même moment. La débandade débute pour ne jamais cesser quand le PdG constitue le Front de gauche, un bloc « antibéral » avec le PCF... mais sans le NPA. Celui-ci souffre de plusieurs départs successifs au profit de LFI et du PCF. Par exemple, Picquet, qui a négocié pour le PCF le programme du NFP, était membre du BP de la LCR et le rédacteur en chef de son hebdomadaire.

En avril 2017, Poutou, au lieu d'appeler au boycott, à ne voter ni Macron ni Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, donne pour consigne de ne pas voter Le Pen. Cela ne provoque aucune scission.

Fin 2021, le courant RP, qui a grimpé dans les appareils syndicaux et qui a une base étudiante dans quelques villes, juge que le bateau fait eau de toute part. Il scissionne pour tenter de présenter son propre candidat (Kazib) à l'élection présidentielle contre celui du NPA (Poutou), sans aucune divergence stratégique.

En janvier 2022, le NPA et RP, comme LFI et LO, soutiennent les manifestations des complotistes et des fascistes contre les vaccins. En avril, Poutou appelle de nouveau à ne pas voter Le Pen au second tour.

En décembre 2022, mis en minorité relative, l'appareil du NPA incarné par Salingue, Poupin, Poutou et Besancenot quitte le congrès. Il veut avoir les mains libres pour démarcher LFI et la NUPES. Récemment, ce NPA-AC a rejoint carrément le NFP malgré la présence du PS (le pire ennemi d'hier) en son sein.

Ce qui reste du NPA est alors un bloc de la plupart des minorités (CR, A&R, D&R, SoB) à l'exception de deux : la Claire qui a refusé de participer au congrès et l'ARC qui reste avec la direction antérieure. Le NPA anti-NUPES attire le NPA Jeunes.

Un an et demi sans congrès !

S'ouvre alors la possibilité de franchir un pas vers un parti de type bolchevik, démocratique et révolutionnaire. Pour cette raison, le 16 avril 2023, le Groupe marxiste internationaliste (section française du Collectif révolution permanente) demande à rejoindre le NPA-R, à égalité de droits et de devoirs avec les autres courants.

Après une telle scission, une équipe communiste aurait convoqué immédiatement un congrès démocratique du NPA, aurait revu sa base politique liquidatrice pour la remplacer par un programme révolutionnaire adapté au 21^e siècle qui s'appuie sur les 4 premiers congrès de l'Internationale communiste (1919-1922) et les premières conférences de la 4^e Internationale (1933-1940).

Mais CR-L'Étincelle, la plus forte des minorités, n'en fait rien. CR se révèle incapable de muter, de faire face à ses responsabilités, d'avancer vraiment vers un « parti communiste et internationaliste ». Le bloc CR-A&R prend les rênes du NPA-R, sans congrès, consolide son appareil, ne répond pas à la demande d'adhésion du Groupe marxiste internationaliste (à cette date, nous n'avons toujours pas de réponse !). Le NPA-R reste une sorte de formation intermédiaire entre l'ex-PCR et LO, que CR va faire pencher peu à peu du côté de LO.

Le NPA-R convoque en 2023, avec succès, des « rencontres d'été révolutionnaires » auxquelles participent le courant SoB du NPA-R, une douzaine de militants du GMI (CoReP), plusieurs cadres de la L5I venus d'Allemagne, un dirigeant du PCdL venu d'Italie. Le 30 août, elles s'achèvent sur ce qui s'annonce comme un haut moment de la démocratie ouvrière : « *Débat : quel internationalisme aujourd'hui ?* ». En guise de débat, seules les organisations liées à CR et à A&R sont autorisées à s'exprimer. La parole n'est pas donnée aux 4 organisations internationales présentes (SoB, CoReP, L5I, LIS) ni au PCdL.

Activisme sans stratégie

Le trait commun du centrisme est le refus de combattre, sur les lieux de travail et dans les syndicats, contre les bureaucraties syndicales corrompues par leur propre bourgeoisie. En outre, les révisionnistes du « trotskysme » (silencieux sur l'armement du peuple et sur la dictature du prolétariat) épuisent et décervèlent l'avant-garde par l'activisme et par des querelles secondaires entre une douzaine d'organisations vouées par leur taille et leur division à l'impuissance.

Lors du mouvement en défense des retraites de 2023, le NPA-R, comme RP et le NPA-AC, parle à l'occasion de « grève générale ». Mais il ne lève pas le petit doigt pour cela dans les assemblées générales ou au sein des syndicats, n'affronte pas les bureaucraties syndicales. Après avoir négocié le projet avec le gouvernement Macron-Borne, celles-ci dispersent, avec l'aide de la NUPES (le

NFP d'alors) et de LO, l'énergie des travailleurs dans des « journées d'action », des « grèves reconductibles » et des « casseroles ».

Depuis, la fuite en avant des chefs CR et A&R se poursuit, toujours sans tenir de congrès : lancement d'un journal sans programme international, sans organisation internationale, ni même de programme pour la France ; campagne Gaza sans programme pour la Palestine ; campagne « européenne » sans programme pour l'Europe ; campagne législative sans programme pour la France. Les liens des chefs de CR et d'A&R avec les appareils syndicaux (de la CGT, FSU et de SUD) et le poids du hardysme de CR l'emportent de plus en plus sur l'aspiration de quelques centaines de jeunes qui cherchent la voie de la révolution socialiste internationale. La direction exige de plus en plus d'obéissance, tolère de moins en moins d'initiative.

Coincé entre RP et LO

Après bientôt deux ans d'existence, le NPA-R se retrouve sans programme, sans stratégie, écartelé entre deux autres composantes de ce que tous appellent « l'extrême gauche » : LO qui est largement connue, plus soudée par un fonctionnement aux traits sectaires; RP qui est plus rusée, plus habile à s'adapter à « l'intersectionnalité » en vogue.

Le mantra du petit appareil du NPA est « l'implantation ». La difficulté est que RP est mieux « implantée » dans la jeunesse issue de l'immigration et que LO est nettement plus « implantée » dans les lieux de travail. Et à quoi sert l'implantation de LO, qui reste le modèle de CR ? Arthaud et Mercier promettent à leurs disciples un parti dans 100 ans, la révolution dans 500 ans, le communisme dans 1 000 ans... En attendant, dans les syndicats, les chefs de LO fournissent des adjoints à Binet. Ils soutiennent régulièrement les policiers, comme le PCF et le PS. Ils votent parfois pour des partis bourgeois et il leur est même arrivé de confectionner des listes communes de type front populaire avec des partis bourgeois (dont les débris du Parti radical).

Ce n'est qu'en appliquant réellement le marxisme au lieu de le laisser dans les livres sacrés, en mettant la construction d'une internationale au centre, en adoptant un programme révolutionnaire, une stratégie révolutionnaire, en fonctionnant démocratiquement, en lançant une organisation de jeunes communistes révolutionnaires, que le NPA-R pourrait être utile à la classe ouvrière... et arrêter l'hémorragie des militants.

Militantes et militants du NPA-R, engagez la discussion et l'action commune avec le Groupe marxiste internationaliste, section française du Collectif révolution permanente !

3 juillet 2024

Grande-Bretagne : qu'attendre de Starmer ?

Le 4 juillet, après quatorze ans, le Parti conservateur perd la gestion des affaires communes de la bourgeoisie britannique. Il a lassé son électorat au fil du Brexit, de la pandémie et de l'inflation. La participation (28,8 millions d'électeurs sur 48,2 millions d'inscrits) s'établit à 59 %, soit son taux le plus bas depuis 2001 (2017, 68,7 % ; 2019, 67,5 %).

La vieille démocratie bourgeoise fonctionne puisqu'il laisse –temporairement– place au Parti travailliste, un parti ouvrier bourgeois appuyé par les syndicats qui a fait ses preuves en matière de gestion loyale du capitalisme depuis exactement un siècle (1924). Cependant, la routine des rites monarchiques et de l'alternance parlementaire ne doit pas masquer l'irruption d'un parti fascisant (Reform UK, Réformer le Royaume-Uni) qui s'inscrit dans une inquiétante tendance mondiale.

Un Parti travailliste repris en main

En 2015, Jeremy Corbyn, de l'aile gauche, antisioniste, est porté à la tête du Parti travailliste par la base. Aussitôt, il capitule devant la campagne de l'appareil et des médias « contre l'antisémitisme ».

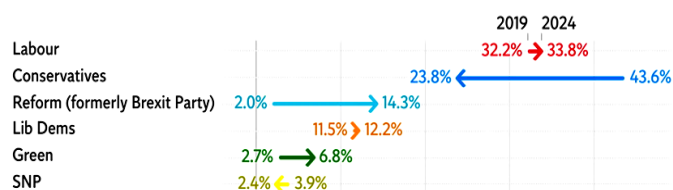
Lors des élections législatives de 2019, le Parti travailliste perd 60 sièges. Corbyn démissionne. Il est remplacé par Starmer, qu'il avait placé au plus haut niveau. Celui-ci entreprend de purger l'aile gauche, jusqu'à éliminer Corbyn lui-même.

En trois ans seulement, il va complètement transformer le Labour, le discipliner, abandonner une à une ses promesses sociales, marginaliser l'aile gauche du parti en écartant les membres soupçonnés d'antisémitisme ou de complaisance à son égard, même Jeremy Corbyn est exclu du groupe parlementaire. (Le Monde, 5 juillet)

En 2022-2023, il interdit aux responsables travaillistes de manifester avec les grévistes.

Le chef du Parti travailliste, sir Keir Starmer, a licencié un de ses porte-paroles, Sam Tarry, député et ministre du transport dans le gouvernement fantôme, après qu'il s'est montré sur un piquet de grève. (The Guardian, 27 juillet 2022)

Finies les promesses de gratuité des études et de nationalisations (sauf pour le rail déficitaire, ce qu'a déjà commencé le gouvernement du Parti conservateur). Les engagements sont limités : réduction de la précarité de l'emploi, relance du logement, fin de l'exonération fiscale de TVA pour les écoles privées, recrutement d'enseignants, création d'une entreprise publique dédiée à l'énergie verte... Pour le système gratuit de santé publique NHS, la solution résiderait dans le partenariat avec le privé. S'il s'affirme partisan d'un cessez-le-feu à Gaza et d'une



VARIATION DE LA PART DES VOTES ENTRE 2019 ET 2024 / THE INDEPENDANT

« solution à deux États », son soutien à Israël n'a rien à envier au Parti conservateur.

La victoire travailliste en trompe-l'oeil

Malgré l'édulcoration du programme qui visait à élargir l'électorat, Starmer obtient moins de voix en 2024 (9,7 millions) que Corbyn en 2019 (plus de 10,2 millions). C'est le mode de scrutin uninominal majoritaire à un tour qui a mécaniquement amplifié la victoire du Parti travailliste. S'il obtient une majorité absolue à la Chambre des communes (412 sièges sur 650, soit un gain de 214 sièges par rapport à 2019), il ne récolte que 33,7 % des votes, soit 20 % des inscrits.

Muslim Vote (Vote musulman) soutient les candidats qui se sont prononcés contre le génocide en cours à Gaza, souvent du mouvement ouvrier, parfois du Parti vert ou des Libéraux-démocrates. Ainsi, quelques candidats « indépendants » réalisent des scores significatifs dans 17 circonscriptions dotés d'une population musulmane importante. 5 indépendants (dont Corbyn) accèdent à Westminster. Aucun ne combat pour les intérêts de la classe ouvrière. Au pire, ce sont des petits patrons cléricaux. Au mieux, ils reprennent le discours travailliste traditionnel (sauver le NHS, réduire le coût de la vie...).

Le reste du mouvement ouvrier

La plus grosse organisation « trotskyste » ne présente pas de candidat. Le Socialist Workers Party (SWP clifiste qui se vante de ne pas avoir de programme) prétend que des bulletins de vote suffiraient à éliminer pour toujours le Parti conservateur.

Nous appelons tout le monde à utiliser son bulletin pour écraser, exterminer et étouffer les tories. Puis danser sur leur tombe... Mais nous devons faire plus avec nos votes. Nous exhortons les gens à soutenir les candidats qui soutiennent la Palestine. (Socialist Worker, 28 juin)

Par contre, trois autres organisations « trotskystes » participent aux législatives. Le Socialist Party (SPEW, une branche du semi-réformisme grantiste issu de feu Militant, représentée par la GR en France) présente 40 candidats sous l'étiquette TUSC (une sorte d'imitation du travaillisme, la base syndicale et populaire en moins) rejointe cette année par la SL. La TUSC échoue lamen-

tablement (avec un score moyen de 314 voix par circonscription). Son rival le Revolutionary Communist Party (ex-SA, la branche pro-Chavez du grantisme qui vient de découvrir qu'elle était communiste, représentée en France par Révolution) annonce une seule candidate sous l'étiquette « indépendante ». Tant de modestie paraît étrange pour une organisation qui vient de se proclamer « parti » et prédit à ses jeunes membres une révolution imminente. Elle obtient un certain succès avec 1 791 suffrages (4,1 %) mais nettement moins que la candidate du Parti travailliste qui est élue avec 19 145 voix. Le SEP (un des groupes healystes issus de l'ex-SLL-WRP) désigne deux candidats sans grand écho (120 voix en moyenne par circonscription).

Trois partis réformistes poststaliniens interviennent à l'échelle nationale. Le Workers Party of Britain aligne 154 candidats. Son chef George Galloway est un ancien député travailliste, chrétien affiché, allié autrefois au SWP et à la MAB (proche des Frères musulmans) au sein du parti Respect. Hostile à l'avortement et à l'immigration, Galloway a soutenu en 2019 le parti fascisant Brexit Party de Farage aux élections européennes. En 2023, il se prononce pour des restrictions au droit à l'avortement. Le WPB est chauvin et protectionniste. Galloway claironne qu'il va obtenir 12 députés. Malgré 210 000 voix, il n'en obtient aucun. Le Socialist Labour Party de Scargill présente 12 candidats (avec un score moyen de 301 voix par circonscription) ; le Communist Party of Britain 14 candidats (187 suffrages par circonscription en moyenne).

Rien dans ces résultats électoraux n'indique une montée de la lutte de classe prolétarienne, ce que confirme la baisse du nombre de conflits collectifs de travail et de journées de grève depuis l'été 2023.

La modification des rapports entre les partis bourgeois

Plus qu'à une victoire du Parti travailliste, on a assisté à une débâcle du Parti conservateur avec 6,8 millions de voix (23,7%) et 121 sièges, son pire résultat depuis la création du parti en 1834.

L'affaiblissement du SNP, le parti nationaliste écossais au pouvoir à Édimbourg, et surtout du Parti conservateur profite aussi à leurs concurrents bourgeois.

Le parti fascisant Reform UK de Farage n'obtient que 5 sièges. Néanmoins, il a obtenu 4,1 millions (14,3 %) de voix, au 3^e rang, pas si loin des 6,8 millions de suffrages du Parti conservateur dont il siphonne l'électorat populaire. Ce résultat est un signal d'alarme pour la classe ouvrière.

Le Parti libéral-démocrate stagne avec 3,5 millions de voix (moins 200 000) soit 12,2 % des suffrages exprimés mais obtient malgré tout 72 députés. Le Parti vert réussit à conquérir 4 sièges, contre 1 précédemment, avec un

total de 1,9 million de voix (6,7%) contre 865 000 en 2019. Le parti nationaliste bourgeois irlandais Sinn Féin réussit à devenir le premier parti nord-irlandais en nombre de voix et de sièges à Stormont (Irlande du Nord) et à Westminster.

Le gouvernement d'un parti social-impérialiste n'est pas un gouvernement ouvrier

Starmer donne aussitôt des gages aux capitalistes, qu'il présente comme les « créateurs des richesses » alors que c'est la classe ouvrière et la nature qui en sont la source. Les capitalistes les accaparent grâce à la propriété privée des moyens de production.

Le 17 juillet, l'ouverture formelle du parlement lui a permis de présenter un programme contenant 40 projets de loi pour l'année à venir... Il a promis d'être du côté des « créateurs de richesse ». (Le Monde, 19 juillet)

Il confirme l'abandon du projet d'expulser des migrants au Rwanda, mais parce qu'il n'est pas assez dissuasif. Selon lui, le problème réside dans les réseaux mafieux, comme si ces derniers ne prospéraient pas à cause des restrictions de l'immigration.

Nous sommes déterminés à démanteler les réseaux de passeurs, à briser leur modèle économique et à sécuriser nos frontières. (Keir Starmer, « Tribune », Le Monde, 19 juillet)

Pour une politique révolutionnaire, pour un parti ouvrier internationaliste

Muslim Vote appelle Corbyn, le Parti vert et des « groupes indépendants » à former un NFP comme en France. Galloway envisage aussi d'imiter le NFP, sans en avoir les moyens. Corbyn hésite à lancer une organisation nationale mais prétend qu'il a inventé « une nouvelle façon de faire de la politique », un refrain connu (PT brésilien, Die Linke allemande, Syriza grecque, PRC italien, Podemos espagnols, LFI française...).

Il faut en finir avec les vaines tentatives par les staliniens détroqués et les faux trotskystes de mettre sur pied un « bon » parti réformiste (Respect, SLP, TUSC, etc.) que Corbyn va peut-être répéter demain avec le même résultat démoralisant. Assez de respect de la monarchie, assez d'illusion dans le parlementarisme, assez de servilité envers les bureaucraties syndicales, assez de prosternation devant les partis écologistes ou les organisations islamistes !

L'avant-garde des travailleurs doit entreprendre la construction d'un parti de masse clairement et ouvertement révolutionnaire, membre d'une internationale fondée sur le communisme de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky.

20 juillet 2024

Argentine : pour la grève générale pour un programme d'action

Fin des poursuites judiciaires contre le PO !

Le 3 juin, la justice fédérale du gouvernement anti-ouvrier Milei a fait débarquer la police au siège national du Partido Obrero [Parti ouvrier, PO] à Buenos Aires. Cette intimidation vient à la suite de plusieurs perquisitions brutales de responsables d'organisations de chômeurs et de quartiers, de poursuites judiciaires contre Eduardo Belliboni, dirigeant du Polo Obrero [Pôle ouvrier, organisation de chômeurs dirigée par le PO]

Notre solidarité n'implique aucune approbation de la réponse de la direction du PO (saisir la Cour interaméricaine des droits de l'homme, un organisme mis en place par l'Organisation des États américains en 1969), ni de son orientation générale (opportuniste) partagée par toute la coalition électorale et parlementaire du Frente de Izquierda y de los Trabajadores (Front de gauche et des travailleurs, FIT, qui comprend aussi le PTS, le MST et la IS)

Assez de capitulations devant le péronisme bourgeois au nom du « trotskysme » !

L'époque de l'impérialisme, la période de déclin historique du capitalisme, est celle où la bourgeoisie, même dans les pays dominés, ne joue plus de rôle progressiste, ce qu'a confirmé l'échec de la révolution chinoise en 1927. La seule stratégie révolutionnaire est désormais la révolution permanente.

Tant que le mouvement de libération est contrôlé par la classe exploiteuse, il est dans l'impasse. Dans les pays coloniaux et semi coloniaux, en Chine, en Inde, en Amérique latine, la fraude du front populaire continue à paralyser les masses ouvrières... Le seul programme véritable pour la liquidation de toute oppression sociale ou nationale est celui la révolution permanente. (4^e Internationale, Manifeste, mai 1940)

Pour cette raison, la 4^e Internationale s'opposait à l'alliance avec un secteur de la bourgeoisie. Tant le « front uni antiimpérialiste » que le « front populaire antifasciste » servent d'alibi à la trahison de la social-démocratie et du stalinisme, suivis par leurs clones centristes. Suivant les besoins, « les démocrates » ou « la gauche », deux notions aussi bourgeoises qu'élastiques, peuvent inclure le vieux radicalisme bourgeois ou le vieux nationalisme bourgeois. Par exemple, en 2023, le Parti socialiste a rejoint une minorité péroniste et la démocratie chrétienne dans le bloc PNH de Schiaretti tandis que le Parti communiste argentin et le Parti communiste révolutionnaire ont rejoint la principale coalition péroniste, l'UP de Massa.

Le 21 juin 1974, le Parti socialiste des travailleurs « trotskyste » signa une déclaration en défense de « la démocratie » avec le PCA et des partis bourgeois. Le PST-MAS est la racine du PTS, du MST, de l'IS, du NMAS... actuels.

Lors de la crise révolutionnaire de 2001, le Parti des travailleurs socialistes (PTS) et le Parti ouvrier (PO), qui ont plusieurs milliers de militants chacun, ont appelé à une assemblée constituante.

Le 3 septembre 2022, après l'attentat d'un déséquilibré contre la vice-présidente péroniste Kirchner, les députés du PO et du PTS au parlement de la province de Buenos-Aires (Legislatura Porteña) votèrent une déclaration commune avec les partis bourgeois de la coalition péroniste alors au gouvernement (Frente de Todos).

Au second tour de la présidentielle du 19 novembre 2023 qui opposa le fascisant Milei au péroniste Massa, le FIT refusa d'appeler au boycott.

Bien sûr, nous appelons à ne pas voter pour Milei, mais la gauche ne peut apporter aucun soutien politique ou électoral à Massa. (PTS, 30 octobre)

Nous combattons Milei et appelons à affronter l'unité nationale de Massa contre les travailleurs. (PO, 4 novembre)

Notre première consigne est d'appeler les travailleurs et les jeunes à NE PAS voter pour Milei. (MST, 27 octobre)

Face au second tour du 19 novembre, nous appelons à dire NON à l'extrême droite de Milei. (IS, 7 novembre)

Depuis l'arrivée au pouvoir de Milei, le FIT a poursuivi son cours opportuniste, centré sur la pression parlementaire et les journées d'action limitées du 20 décembre et du 9 mai, décrétées par l'appareil syndical



péroniste pour disperser la force des masses sans mettre en danger Milei et ses projets.

Assez de journées d'action et de négociations syndicales avec Milei !

La fraction péroniste de la bourgeoisie est certes opposée à la fraction libérale et radicale, mais elle reste bourgeoise. Ce qui unit les deux contre les travailleurs est plus fort que ce qui les divise. La bureaucratie syndicale et celle du mouvement des femmes sont des piliers du péronisme bourgeois. Quand la coalition péroniste Kirchner-Fernández-Massa gouvernait en laissant l'inflation paupériser les masses et en s'endettant auprès du FMI, les directions de la CGT et des deux CTA n'ont pas levé le petit doigt. Quand la coalition libérale-radical Milei-Bullrich a accédé au gouvernement, déclenchant des attaques sans précédent contre les acquis sociaux et le niveau de vie des masses, la direction de la CGT, suivie par celle des deux CTA, a appelé à des diversions (rassemblements patriotiques, journées d'action...), tout en négociant avec le pouvoir, tout en appelant aux négociations entre le gouvernement national et les gouvernements provinciaux, tout en appelant à faire confiance au parlement bourgeois à majorité de partis bourgeois, tout en renvoyant à de prochaines échéances électorales...

Les organisations du FIT ne combattent pas au sein des syndicats pour la grève générale jusqu'au retrait des projets de Milei, pour vaincre Milei. Autrement dit, elles ne servent à rien. Au contraire, le FIT sème la confusion dans les rangs des exploités et des opprimés. Il baptise frauduleusement « grève générale » les impuissantes journées d'action des bureaucrates corrompus et mafieux. En guise de « plan de lutte », elles réclament pitoyablement que les journées d'action soient juste un peu plus longues.

Il s'agit d'imposer par en bas un appel à une grève de 36 heures. (RP/France, 10 mai)

Que le plan de lutte se poursuive avec une grève de 36 heures avec mobilisation nationale... (PO, Résolution de la rencontre nationale des travailleurs, 25 mai)

Un arrêt de travail limité de la bureaucratie syndicale s'oppose à la grève générale du prolétariat.

L'importance fondamentale de la grève générale consiste en cela : elle pose nettement la question du pouvoir. La véritable victoire de la grève générale ne peut se réaliser qu'au moyen de la prise du pouvoir par le prolétariat et l'instauration de sa dictature. (Trotsky, 6 mai 1926)

Ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. (Trotsky, juin 1936)

Le Cordobazo a confirmé en 1969 que la grève générale est le commencement de la révolution et se transforme en insurrection.

Pour un parti ouvrier révolutionnaire, pour un programme d'action

Les éléments et fractions communistes internationalistes dispersés dans les organisations « trotskystes » ou « guévaristes » doivent former un parti ouvrier révolutionnaire, uni, discipliné et démocratique, sur la base du programme de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de Trotsky, du programme de la 4^e Internationale du temps de Trotsky.

Plus vite les rangs de l'avant-garde fusionneront, plus l'époque des convulsions sanglantes sera raccourcie, moins notre planète aura à supporter de destruction. (4^e Internationale, Manifeste, mai 1940)

Dans les syndicats CGT et CTA, dans les organisations de chômeurs, dans les organisations de femmes travailleuses, dans les associations de quartier, dans les multisectoriales [réunions interprofessionnelles], organisons la lutte malgré et contre la bureaucratie péroniste, pour vaincre le gouvernement Milei, pour la grève générale, tous ensemble, jusqu'au retrait de la loi Bases et de la loi Omnibus.

16 juin 2024

Collectif révolution permanente



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

Le premier Front populaire (1935-1938) promettait le pain, la liberté et la paix ; les travailleurs ont subi la guerre, le fascisme et le rationnement

2024 : le PCF, le PS et LFI enterrent la hache de guerre et exhument le Front populaire

Le NFP saupoudre de grandiloquence sa quête éperdue des bulletins de vote. Il n'écrirait rien de moins qu'une « page de l'histoire de France ».

En donnant une majorité de députés au Nouveau Front populaire, les Françaises et les Français écriront une nouvelle page de l'histoire de France. Les 30 juin et 7 juillet, votez pour le Nouveau Front Populaire ! (Contrat de législature, 15 juin 2024)

Évidemment, il est difficile de s'enthousiasmer pour le dernier bloc électoral de ce type (la NUPES, qui avait été présentée exactement dans les mêmes termes) ou pour le dernier gouvernement de ce type (Hollande, 2012-2017). D'où les références des chefs du PS, du PCF et de LFI aux plus lointains FP et Blum, d'autant que, selon un mythe soigneusement entretenu, le gouvernement du Front populaire aurait octroyé généreusement la semaine de 40 heures et 2 semaines de congés payés.

Le Blum des socialistes, c'est celui des congés payés et de la semaine de 40 heures. (Olivier Faure, L'Obs, 6 février 2021)

1933 : la politique du SPD et celle du KPD facilitent la prise du pouvoir par Hitler

De 1929 à 1933, en Allemagne, face aux exigences des impérialismes belge et français (indemnités de guerre, occupation de la Sarre et de la Ruhr), à la crise économique mondiale et à la montée du NSDAP fasciste, les deux partis ouvriers de masse suivent des orientations opposées mais tout aussi catastrophiques. Seuls l'IKD (les bolcheviks-léninistes exclus du Parti communiste allemand KPD qui est encore à l'époque une organisation redressable) et, à l'échelle internationale, l'Opposition de gauche de l'Internationale communiste (qui combat, contre la bureaucratie au pouvoir incarnée par Staline, pour le pouvoir des travailleurs en URSS, pour l'unité des travailleurs et la rupture avec la bourgeoisie dans les pays capitalistes) alertent sur la menace, prédisent que la victoire du fascisme sera durable en Allemagne et débouchera sur une guerre contre l'URSS. Ils s'activent pour le front unique ouvrier, le front de toutes les organisations ouvrières de masse pour l'action commune contre Hitler et ses bandes de nervis (SA).

Un accord pratique pour des actions de masse, pour des buts militants, se fait toujours au béné-

fice du parti révolutionnaire... Dans le but de lutter réellement contre le fascisme... l'accord [du KPD] avec les organisations sociales-démocrates et syndicales est non seulement admissible mais encore obligatoire. (Lev Trotsky, « Lettre à un ouvrier communiste allemand », 8 décembre 1931, Contre le fascisme, Syllepse, p. 191-192)

En vain. L'IC stalinisée et le KPD, qui usurpent le prestige de la révolution russe, prétendent que la situation ne présente aucun danger, traitent le SPD de fasciste et rejettent le front unique avec lui. Le KPD lui tourne le dos au nom du « front unique à la base », ce qui revient à demander aux travailleurs du SPD de le rejoindre. Le SPD, qui a aidé à écraser la révolution en 1919-1920 et qui vit du parlement, s'accroche aux partis bourgeois « démocratiques » et « antifascistes », selon un front populaire avant la lettre.

Une fois au pouvoir, le parti fasciste déchaîne la violence raciste contre les boucs émissaires de l'époque (les Juifs), interdit les grèves, dissout le SPD comme le KPD, jette leurs militants et les syndicalistes qui ne se rallient pas dans des camps de concentration. Partout dans le monde, les fascistes sont stimulés. En France, ils manifestent le 6 février 1934 contre la Chambre des députés (Assemblée nationale).

Ne voulant pas subir le même sort que leurs soeurs et frères d'Italie et d'Allemagne, les travailleurs français se mobilisent contre les organisations fascistes et poussent la CGT, la CGTU, le PS-SFIO et le PC-SFIC à l'unité. Les travailleurs espagnols font grève et se soulèvent de 1933 à 1934. Les travailleurs autrichiens prennent les armes à Vienne pour se défendre en février 1934.

1934 : les partis « communistes » reprennent la politique du SPD et du PS-SFIO

En octobre 1934, sur consigne de Staline, Thorez (PC) propose un bloc, non seulement au PS, mais au principal parti bourgeois français de l'époque, le Parti radical (PR) qui se réclame de la République et de la laïcité. Celui-ci est en perte de vitesse car sa base électorale passe pour une part au vote pour les partis ouvriers et pour une autre aux partis fascistes et fascistes. Le PCF adopte le drapeau tricolore de l'empire colonial et des Versaillais, ses chefs entonnent *La Marseillaise* (LFI n'a rien inventé). En mai 1935, le PC, jusqu'alors antimilitariste, se rallie à la « défense nationale », comme le SPD, la CGT et le PS-SFIO en août 1914. Le 12 mai 1935, au second tour des élections municipales, le PR, le PS et le PCF se désistent les uns pour les autres.

En juillet 1935, le 7^e congrès de l'Internationale « communiste » officialise le tournant des fronts populaires qui renvoie le socialisme à un avenir lointain. Sous un nom nouveau, il s'agit de la vieille alliance des partis ouvriers opportunistes avec des partis de la bourgeoisie.

Le front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchevisme et menchevisme. Le plus grand exemple historique de front populaire est la révolution de février 1917. De février à octobre, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ont été en alliance étroite et en coalition permanente avec le parti bourgeois des « cadets », avec lequel ils ont formé une série de gouvernements de coalition... Les bolcheviks exigeaient la rupture de ce front populaire, la destruction de l'alliance avec les cadets et la création d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan. (Lev Trotsky, « Lettre au RSAP », 16 juillet 1936, *Oeuvres* t. 10, EDI, p. 248)

1936 : un programme FP sans réduction du temps de travail, ni congés payés

Le programme du premier Front populaire est signé le 12 janvier 1936 par des organisations bourgeoises « démocratiques » (PR, USR, Grand Orient de France, Ligue des droits de l'homme...), trois partis ouvriers (PC-SFIC, PS-SFIO, PUP), les directions des deux centrales syndicales qui leur sont liées (CGT, CGTU), alors que la CFTC de l'Église catholique est hostile, et l'organisation nationaliste petite-bourgeoise algérienne (Étoile nord-africaine, ENA).

Le Front populaire est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le parti radical et d'autres déchets, plus petits, de la même espèce. (Lev Trotsky, « Pour les comités d'action, pas le Front populaire », 26 novembre 1935, *Contre le Front populaire*, GMI, p. 51)

Le programme refuse le droit de vote aux femmes, rejette l'indépendance des colonies, fait retomber le fardeau du militarisme sur la classe ouvrière. Il ne comporte pas la semaine de 40 heures ni les deux semaines de congés payés.

Pourquoi ne dit-il pas qu'il faut réduire la semaine de travail à 40 heures ?... C'est un véritable piège à gogos... Pas un mot sur le budget de la guerre ! Pas un mot sur la politique militariste aux colonies ! (Parti ouvrier internationaliste, section française de la 4^e Internationale, 17 janvier 1936)

En mars 1936, la CGT et la CGTU se réunifient. Le FP remporte les législatives des 23 avril et 3 mai 1936 (369 députés sur 610, dont 72 PC, 147 PS, 106 PR).

Nous agissons à l'intérieur du régime actuel, de ce même régime dont nous avons démontré les contra-

dictions et l'iniquité au cours de notre campagne électorale. C'est cela l'objet de notre expérience. (Léon Blum, *Discours au congrès du PS-SFIO*, 31 mai 1936)

Blum constitue un gouvernement PR-PS soutenu par le PCF.

Chaque fois que la République a été menacée, elle a été sauvée par cette union de la bourgeoisie républicaine et du peuple républicain... Cette alliance s'est manifestée sous bien des formes. Cela s'est appelé « le cartel », cela s'est appelé « la discipline républicaine ». (Léon Blum, *Discours au parlement*, 6 juin 1936)

1936 : la grève générale déborde la direction de la CGT, le PS-SFIO et le PCF

Malgré le PCF, le PS et la direction de la CGT, la grève générale éclate quelques jours après dans les entreprises qui sont occupées, une méthode importée d'Italie par des ouvriers immigrés.

L'explosion sociale. C'est dans l'interrègne que débute les grèves. Les usines Breguet du Havre se mettent en grève le 11 mai pour la réintégration de deux ouvriers licenciés... Du 14 au 20 mai, le mouvement s'étend à diverses entreprises aéronautiques et métallurgiques... Partout la « grève sur le tas » avec occupation des locaux... La grève devient générale. (Danielle Tartakowsky, *Le Front populaire*, Gallimard, 1996, p. 49-56)

L'Humanité appelle à mener la grève « dans l'ordre ». Le gouvernement Blum saisit le journal du Parti ouvrier internationaliste. Il pousse le patronat à lâcher du lest, ce qu'il fait dans la nuit du 7 au 8 juin. Il concède deux semaines de congés à tous les salariés et la limite du travail hebdomadaire à 40 heures.

La bureaucratie de la CGT, avec l'aide du PCF et du PS, fait reprendre le travail.

Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue... Tout n'est pas possible. (Maurice Thorez, *Discours*, 11 juin 1936)

1936-1937 : le gouvernement FP fait tirer sur les antifascistes et soumet les colonies

En juillet, le PCF se prononce pour un élargissement du FP à droite, un Front français qui ne verra pas le jour à cause de l'hostilité des partis concernés.

En Espagne, les 17 et 18 juillet, l'état-major de l'armée et le parti fasciste Phalange se soulèvent contre le gouvernement du Frente Popular (PCE, PSOE, ERC, IR, UR...) bien que ce dernier refuse l'indépendance au Maroc, respecte la propriété capitaliste et l'appareil répressif de l'État. La CNT et les travailleurs ripostent et déclenchent une révolution.

Le 14 août 1936, le ministre de l'Intérieur Salengro (PS) exhorte les préfets à faire preuve d'une grande fermeté à l'égard des migrants. Pour complaire à l'impérialisme britannique, le gouvernement Front populaire français signe le 6 septembre un « pacte de non intervention » en Espagne que l'Italie et l'Allemagne fascistes ne respectent évidemment pas.

Dès septembre 1936, le gouvernement Blum réprime les grèves et toutes les organisations qui se réclament du communisme en Indochine (4^e Internationale, staliniens). Il interdit le 25 janvier 1937 l'organisation indépendantiste algérienne ENA. Il annonce le 24 février une « pause dans les réformes ». La police républicaine tire le 16 mars 1937 sur des manifestants antifascistes à Clichy.

1938 : le gouvernement du Parti radical, pilier du premier FP, annule les conquêtes sociales

En 1936, la CNT et le POUM rejoignent les gouvernements FP de Catalogne et d'Espagne. Staline et le gouvernement central s'activent à étouffer la révolution, à restituer les terres et les entreprises à leurs propriétaires, à désarmer les milices de la CNT et du POUM. Le PCE calomnie le POUM comme fasciste, les services secrets de l'URSS enlèvent, torturent et exécutent les révolutionnaires (4^e Internationale, POUM, CNT). Franco est assuré de la victoire qui est consommée en 1939.

La révolution sociale ayant été contenue en France et brisée en Espagne, les régimes fascistes sont consolidés en Italie et en Allemagne. Dès lors, ils préparent la guerre pour repartager la planète.

L'étranglement de la révolution espagnole et le sabotage de l'offensive prolétarienne en France, deux événements tragiques, ont pris place à la veille de la guerre actuelle. La bourgeoisie s'est convaincue qu'avec de tels « dirigeants ouvriers », à sa disposition, elle pouvait faire ce qu'elle voulait, y compris un nouveau massacre des peuples. Les dirigeants de la 2^e Internationale ont empêché le prolétariat de renverser la bourgeoisie à la fin de la première guerre impérialiste. Les dirigeants des 2^e et 3^e Internationales ont aidé la bourgeoisie à déchaîner une deuxième guerre internationale. (4^e Internationale, Manifeste, 1940, GMI, p. 29)

Quand le Sénat, une assemblée de notables, renverse en avril 1938 le gouvernement FP, Blum obtempère. Le gouvernement Daladier (Parti radical) lui succède (587 députés pour, 6 contre). Aussitôt, Daladier prend le 2 mai 1938 des mesures contre les « étrangers indésirables » (dont les Juifs ayant fui l'Allemagne). Il annule le 2 mai et le 14 juin 1938 les conquêtes sociales et revient à la semaine de 48 heures. Il brise les grèves de novembre 1938. Il jette dans des camps de rétention les

réfugiés espagnols en février 1939. Il interdit le 26 septembre 1939 le PCF (plus d'un tiers de ses députés renient le parti pour garder leur siège).

Pour finir, la Chambre des députés élue en 1936 se dissout après avoir voté les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940 (569 voix pour, 80 contre). Le « régime de Vichy » emprisonne Blum et Daladier, interdit les grèves, dissout la CFTC et la CGT, le PCF et le PS. Il livre les Juifs aux nazis, arrête, torture et fusille les militants ouvriers. C'est ce régime que sert avec zèle Mitterrand, jusqu'à ce qu'il sente le vent tourner vers 1943.

2024 : front unique ouvrier contre Macron-Philippe-Attal-Le Maire-Darmanin et contre Le Pen-Bardella-Ciotti-Maréchal !

Les communistes révolutionnaires ne peuvent avoir place dans aucun front populaire. Ils s'opposent irréductiblement à tout groupement politique avec la bourgeoisie comme ceux qu'ont pratiqué hier le PSU, le MPPT, la LCR et LO, que pratiquent aujourd'hui la JG, le POI et le NPA-AC. La tâche est de renverser la domination du capital, le but est le socialisme, la méthode est la révolution prolétarienne.

Pas d'alliance avec des partis bourgeois « démocratiques », « souverainistes » ou « écologistes » ! Aucune confiance dans la bourgeoisie française et dans son État !

Front unique ouvrier pour chasser Macron et écarter Bardella-Le Pen ! Comités d'action partout !

Indépendance de la Kanaky ! Expropriation des groupes capitalistes ! Gouvernement des travailleurs ! États-Unis socialistes d'Europe ! Fédération socialiste mondiale !

21 juin 2024



ABC du marxisme : racisme

L'espèce humaine est apparue en Afrique et s'est répartie sur la planète en se différenciant assez peu génétiquement, ce qui invalide l'idée de races distinctes.

Bien que le capitalisme nourrisse l'idée d'égalité, il exacerbe et systématisé le racisme des sociétés féodales, esclavagistes et de castes. En effet, le développement économique, depuis le 15^e siècle, s'opère au bénéfice principal de la classe dominante d'une poignée d'États, par la violence à l'égard de leurs propres peuples et encore plus envers d'autres peuples. Inévitablement, des systèmes d'idées légitiment l'exploitation forcée des êtres humains, les conquêtes coloniales, l'esclavage, l'affrontement avec des États rivaux. Ainsi naissent la xénophobie, la racialisation et le suprématisme capitalistes. Au 18^e et au 19^e siècles, le racisme est hégémonique parmi la classe la plus riche, la plus instruite et la plus cosmopolite.

Suivant les besoins de telle ou telle classe dominante, le classement des « races » varie : les Africains de toute couleur de peau sont des sous-hommes pour la République française si humaniste, les Coréens sont des sous-hommes pour l'empire japonais si raffiné, les Irlandais sont des sous-hommes pour la monarchie britannique si civilisée, les Noirs et les Chinois sont des sous-hommes pour la république américaine si moderne... Les diasporas chinoise en Asie de l'Est, juive et tzigane en Europe, arménienne en Turquie sont dénoncées par les nationalistes comme des corps étrangers. Dans l'Allemagne défaite d'après la 1^e Guerre mondiale, privée de ses colonies africaines par ses rivales, au territoire amputé, ravagée par la crise capitaliste mondiale de 1929, la bourgeoisie, si instruite et si cultivée, qui a écrasé de manière sanglante la révolution de ses propres travailleurs en 1919, sacrifie sa fraction juive et joue la carte du NSDAP raciste. Hitler promet aux grands capitalistes de remettre à leur place leurs rivaux de l'ouest et de s'emparer d'un espace colonial à l'est. Puis il massacre les handicapés « aryens », avant d'exterminer en masse les Juifs et les Gitans d'Europe. Les États « démocratiques » ferment alors leurs frontières aux réfugiés. En 1941, pour affronter ses rivaux, le gouvernement Roosevelt du Parti démocrate affecte de défendre la démocratie contre l'Allemagne, comme l'antisémite Churchill du Parti conservateur à la tête de la Grande-Bretagne. Par contre, il joue la carte raciste contre le Japon.

Après la 2^e Guerre mondiale, le consensus idéologique des bourgeoisies des centres impérialistes, y compris au Japon, en Italie et en Allemagne, devient le triptyque : démocratie, antiracisme, anticommunisme (le communisme est présenté comme une variante du totalitarisme analogue au fascisme). Ce tronc commun semble pertinent pour légitimer l'hégémonie américaine sur le capitalisme mondial, la reconstruction du capitalisme en Europe et au Japon, la reconstruction des États bourgeois et le désarmement de la population dans des pays où la révolution éclate (Italie, Grèce, Indochine...) ou

menace de le faire (France, Belgique, Inde...). Cette idéologie s'appuie sur une croissance capitaliste prolongée qui couvre les frais de la démocratie bourgeoise. En 1950, l'UNESCO commande des rapports à des biologistes et des ethnologues pour nourrir une campagne contre le racisme dans l'illusion qu'il suffit de combattre les idées fausses par des idées justes.

En pratique, les États bourgeois les piétinent. Leur ONU approuve la fondation d'un État raciste en Palestine en 1947 avec l'appui des États-Unis, de la France, de l'URSS... En Algérie, en 1957, quand Mitterrand est ministre de la justice, grâce au vote des députés du PCF et du PS, l'armée coloniale a les mains libres pour torturer les Arabes en Algérie (un sous-officier nommé Le Pen s'y illustre). La ségrégation est légale au sud des États-Unis jusqu'en 1964. Le président américain Johnson (Parti démocrate) qui y met fin sous la pression des luttes des Afro-américains, aide aussi en 1965 l'armée indonésienne et les fascistes à massacrer les communistes et, au passage, la minorité chinoise.

À partir de 1973, les crises économiques se succèdent et le chômage de masse réapparaît dans les vieux pays impérialistes. Au début du 21^e siècle, les rivalités entre grandes puissances s'exacerbent, le désordre climatique s'aggrave, les conflits se multiplient et les budgets militaires explosent. Des États s'effondrent (Haïti, Sudan...) ou sont détruits (Irak, Libye...) par des interventions des États-Unis et de leurs alliés « démocratiques », la colonisation raciste se poursuit en Palestine, des régimes de démocratie bourgeoise entrent en crise (Russie, Hongrie, Inde, États-Unis...), les partis bourgeois établis donnent dans la xénophobie, des partis fascistes se développent, des fascistes agressent et tuent... La discrimination vise les immigrants au lieu des colonisés, le consensus démocratique et antiraciste s'effrite, l'idéologie réactionnaire s'ajuste avec le complot du « grand remplacement ».

Pour se défendre contre les véritables responsables des pénuries et du chômage, pour en finir avec les exploités de toute nationalité et de toute ethnie, leurs gouvernements, leurs polices et leurs armées, les opprimés ont besoin de s'appuyer sur la classe ouvrière et les travailleurs ont besoin de surmonter les divisions (langue, qualification, sexe, nationalité, ethnie, âge, croyance...).

Pour y parvenir, il faut que l'avant-garde du prolétariat combatte fermement les directions sociales-chauvines vendues à leur propre bourgeoisie et donc adeptes d'une « politique migratoire » (« *Je pense qu'il y a un problème avec la communauté tchétchène en France* », Mélenchon, 18 octobre 2020). Pour ouvrir la voie à l'égalité réelle des travailleurs, à l'abolition des frontières périmées, au socialisme mondial, il lui faut reformer une internationale ouvrière révolutionnaire et forger dans chaque État un parti ouvrier révolutionnaire.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

